2022

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RA HACHIRI

www.mayotte.fr

RAPPORT D'ACTIVITÉ & FINANCIER



SOMMAIRE

ÉDITO 3
MAYOTTE EN CHIFFRES 4
2022 EN QUELQUES DATES 5
FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE 7
COMMISSIONS THÉMATIQUES 8
ORGANIGRAMME GÉNÉRAL DES SERVICES 10

VIE INSTITUTIONNELLE, PERFORMANCE, MOYENS GÉNÉRAUX ET DIGITALISATION 12
Vie institutionnelle et communication 13
Stratégie territoriale 14
Achat public 14
Qualité de gestion et performance 15
Ressources humaines et qualité de vie au travail 16
Moyens généraux, numérique 18

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INNOVATION 19
Aides aux entreprises Ⓡ, au commerce et à l'artisanat 20
Innovation, attractivité économique Ⓡ 21
Laboratoire d'analyses 22
Tourisme ⓇⒹ 23
Agriculture, pêche et forêt ⓇⒹ 24

FORMATION, APPRENTISSAGE 25
Etudiants hors Mayotte, filières d'excellence 26
Formation professionnelle et apprentissage Ⓡ 28
Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers Ⓡ 29

AMÉNAGEMENT, MOBILITÉ ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE 30
Affaires foncières Ⓓ 31
Appui aux collectivités Ⓓ 32
Infrastructures, routes, réseau internet Ⓡ 33
Transport terrestre, liaison maritime 34
Aménagement, exploitation des ports 35
Biodiversité, transition écologique et énergétique ⓇⒹ 36

SOLIDARITÉ, ENFANCE ET SANTÉ 38
Personnes en situation de handicap Ⓓ 39
Personnes âgées et dépendantes 40
Assistance sociale, aide au logement Ⓓ 41
Insertion des publics bRSA et jeunes Ⓓ 42
Médiation et cohésion sociales Ⓓ 43
Aide sociale à l'enfance Ⓓ 44
Protection maternelle et infantile Ⓓ 45

SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE ⓇⒹ 46
Sport, jeunesse et vie associative 47
Culture, lecture 48
Archives départementales 49
Musée et patrimoine de Mayotte 50

FONDS EUROPÉENS, PARTENARIAT REPRÉSENTATION EXTÉRIEURE 51
Europe, gestion du fonds FEDER-CTE Ⓡ 52
Partenariat, coopération régionale ⓇⒹ 53
Délégation de Mayotte à Paris et à la Réunion 54

RAPPORT FINANCIER 56
Points marquants du compte administratif 57
Évolution des recettes et des dépenses 59
Dépenses relatives aux compétences régionales 60
Evolution du résultat du service des transports maritimes 61
Budget annexe « santé et protection enfance » 62
Ratios financiers 2022 63

Ⓡ compétence régionale
Ⓓ compétence départementale
ⓇⒹ compétence partagée Région/Département

ÉDITO



Mesdames, Messieurs,

L'année 2022 et 2023 s'avèrent être un défi majeur pour Mayotte, rythmées par une pénurie d'eau sans précédent, une insécurité incommensurable, une inflation rampante avec des écarts de prix plus élevés de minimum 10% avec l'Hexagone.

Dans ce contexte particulièrement difficile, le besoin d'être au service du territoire et de la population constitue une préoccupation majeure pour notre mandature.

De surcroît, depuis la départementalisation de Mayotte en 2011, la collectivité se voit conférer des compétences départementales et régionales, sans financement pérenne pour assurer ses missions.
De ce fait, avec les différentes réformes fiscales introduites depuis 2014, une certaine rigidité financière des ressources s'est installée.

Parallèlement, le poids des charges contraintes progresse fortement, notamment au regard de la démographie galopante et non maîtrisée que connait Mayotte.
Il s'agit en particulier du transport scolaire (dont les dépenses directes sont passées de 30 M€ en 2021 à plus de 42 M€ en 2022), ou encore de l'aide sociale à l'enfance ainsi que la protection maternelle et infantile (de 58 M€ en 2021 à un minimum de 65 M€ en 2022 pour la section de fonctionnement), alors que les dotations annuelles ne représentent que 24 M€ pour les 2 dernières.

D'autres compétences exercées sont sous-dotées ou non compensées, telles que les transports scolaires, l'allocation personnalisée d'autonomie (de 14 M€ en 2021 à près de 21 M€ en 2022), les bourses relatives aux formations sanitaires et sociales (de 3 M€ en 2021 à plus de 4 M€ en 2022).

Les impacts budgétaires sont ainsi ressentis sur la situation financière structurelle de la collectivité, qui devient très tendue jusqu'à compromettre la capacité de financement de l'investissement.

Face à cette situation complexe, la collectivité engage des actions fortes pour contenir la hausse des dépenses et pour mobiliser les recettes visant à offrir un meilleur service public à la population et de réussir les investissements programmés.

De ce fait, une évolution organisationnelle du conseil départemental est en marche. De surcroit, la collectivité se dote d'outils de gestion (système d'information décisionnelle, digitalisation des procédures, etc.) pour améliorer le pilotage des activités et gagner en efficacité. Réussir la mobilité et la construction des équipements structurants départementaux font partie des projets engagés et inscrits dans le schéma d'aménagement régional (SAR).

Aussi, l'énergie pour la sauvegarde du patrimoine naturel et de la biodiversité de Mayotte est l'une des mesures phares au moment où la pénurie d'eau menace la stabilité et le rythme de vie des mahorais. Une stratégie concertée de gestion de la ressource en eau et de l'assainissement apparaît à cet égard indispensable.

Je vous prie de parcourir dans ce 9èmeédition du rapport d'activité et financier du conseil départemental, l'intervention de la collectivité à travers différentes thématiques.

Je remercie l'ensemble des services départementaux et des acteurs économiques grâce à qui ce travail est rendu possible.

Ben Issa OUSSENI

Président du conseil départemental de Mayotte

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

www.mayotte.fr

MAYOTTE EN CHIFFRES

SUPERFICIE : 375 km²

- Petite-Terre : 10 km²
- Grande-Terre : 365 km²

SUPERFICIE DU LAGON : 1 100 km²

17 COMMUNES
13 CANTONS
5 INTERCOMMUNALITÉS
26 CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX
310 022 habitants, dont 50% moins de 18 ans (INSEE)

1/2 habitant de nationalité étrangère
DENSITÉ : **690 hab/Km²**
CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : **3,8 %** par an

TRAFIC AÉRIEN :
191 953 arrivés (+55%)
201 794 départs (+58%)
TAUX DE PAUVRETÉ : **77%**

ÉCONOMIE / EMPLOI

1 762 (-2%) entreprises créées en 2022
PIB/hab en 2022 : **9 714 €**
Déficit commercial en 2022 : **- 1 049 081 155 €**
Taux de chômage : **30%**
SMIC : **8,70 €/h** en mai 2023

SPORT / CULTURE

5 538 licenciés sportifs
7 équipements sportifs départementaux
1 musée
1 bibliothèque départementale de prêt
25 bibliothèques-médiathèques municipales

SOLIDARITÉ / ENFANCE / SANTE

4 140 allocataires du revenu de solidarité active
1243 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie
1149 (+9%) bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé
1331 (+13%) bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé
1070 enfants placés chez **234** assistants familiaux en mai 2023
17 centres de protection maternelle et infantile
Naissances : **10 730** naissances (+1,2% par rapport à 2021)
Décès : **970** décès en 2022 (-15%)

TRANSPORT / MOBILITÉ / TÉLÉCOMMUNICATIONS

144 km de chaussées départementales, **90 km** de routes nationales
26 794 élèves transportés à la rentrée 2021-2022 (+1,6%)
5 142 396 passagers des barges maritimes (+5%)
7 Amphidromes (dont 2 navires arrivés en 2023)
49 km de fibre optique (29 km en 2022)

FORMATION / APPRENTISSAGE

188 écoles publiques
22 collèges publics
11 lycées publics
60 775 écoliers (+4,8%)
30 416 collégiens (+1,6%)
21 005 lycéens (+3,7%)
1 924 étudiants au CUFR (+6%)
2 781 étudiants hors Mayotte pris en charge 2021-2022
13 667 213 € (+39%) payés en 2022 en faveur des étudiants hors Mayotte

EUROPE / PARTENARIAT

34 opérations programmées, portées par le Conseil départemental
3 CRUP
1 comité de pilotage du programme Interreg V Océan indien
3 comités de suivi du programme FEDER-FSE

2022 en QUELQUES DATES

Janvier 13

Avis défavorable à la proposition de Loi Mayotte

• 19

Intervention lors de la conférence des régions ultrapériphériques de l'Europe pour définir une position commune, remise à la commission européenne

Février 02

Validation du projet de boulevard urbain de Mamoudzou par la Commission Nationale de débat public

• 04

Inauguration d'un service d'accueil des jeunes en situation de handicap à Moinatrindri

• 24

Convention entre le conseil départemental et la CSSM visant à assurer la prise en charge, par l'Assurance Maladie, des prestations, activités de planification et d'éducation familiales réalisées par les services départementaux de Protection Maternelle et Infantile (PMI), destinés aux assurés sociaux et leurs ayants droits.

Mars 08

Inauguration de la Maison France Services de Sada

• 11

Accueil du garde des sceaux, le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti par le Président B.I Ousseni et échanges sur la sécurité et la lutte contre l'immigration clandestine à Mayotte.

• 17

Présentation du Plan Global Transports et Déplacements de Mayotte (PGTD)

Avril 12

Adoption du projet de mandature « Notre projet pour Mayotte 2021-2028 »

• 25

Décès de la chatouilleuse Mama Bolé Latifa



Mai 20

Inauguration des locaux du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, à Dembéni

Juin 24

Inauguration du poste avancé du service d'incendie et de secours de Passi-Kéli

• 30

1ère édition des ateliers de la coopération internationale

Juillet 05

Reprise des ateliers des territoires relatifs au schéma d'aménagement régional (SAR).

• 13

Inauguration de l'espace numérique de Poroani dédié à accompagner les usagers vers une insertion professionnelle

• 27

Remise des attestations de formation au métier de BTP aux jeunes

Août 11

Délégation tanzanienne à Mayotte afin de poser les bases d'une coopération conformément au cadre stratégique de coopération territoriale européenne

• 21

Délégation ministérielle à Mayotte autour des thématiques régaliennes (lutte contre l'immigration clandestine sécurité...), en présence des ministres Gérald Darmanin, Jean-François Carenco et Charlotte Caubel

• 23

Nomination de l'aéroport de Mayotte au nom de Marcel Henry

• 24

Rentrée de la 1ère section d'excellence sportive au centre Abdallah Mamy, à Cavani Mamoudzou

• 31

Reconnaissance du Mawlida shengué au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco

Septembre 13

Accueil du Conseil Consultatif des Régions Ultrapériphériques de l'union européenne en vue d'échanger sur l'économie bleue à Mayotte

• 22

Inauguration d'une antenne Maison Départementale des Personnes Handicapées à Dembéni

Octobre 08

Inauguration du projet expérimental d'accueil de jour occupationnel et intergénérationnel, à Bandrélé, en faveur des personnes âgées et de la jeunesse

• 17-22

Lancement de la première édition « Festival de Mayotte »

• 21

Inauguration du premier Data Center de Mayotte

• 30

Conférence des régions ultrapériphériques et maritimes de l'union européenne

Novembre 24

Rencontre de la délégation d'élus de Mayotte avec le cabinet de la 1ère ministre afin de remonter les difficultés d'insécurité et autres du territoire

• 29-30

Visite à Mayotte du ministre des solidarités et de la santé François Braun

• 30

5e forum économique de Mayotte

Décembre 13

5è comité régional unique de suivi du programme interreg V Mayotte

• 22

Inauguration du plateau couvert de Vahibé

Les conseillers départementaux de Mayotte

2021 - 2028


M'tzamboro


Bandraboua


Koungou


Mamoudzou 3


Dzaoudzi


Tsingoni


Mamoudzou 2


Pamandzi


Ouangani


Mamoudzou 1


Sada


Dembéni


Bouéni

- **Canton de Tsingoni**
  Mme Zaounaki SAINDOU
  M. Ben Issa OUSSENI ✪
- **Canton de Bandraboua**
  Mme Nadjima SAID
  M. Alain SARMENT
- **Canton de Bouéni**
  Mme Rosette VITTA
  M. Salime MDERE
- **Canton de Dembéni**
  Mme Zamimou AHAMADI
  M. Madi Moussa VELOU
- **Canton de Dzaoudzi**
  Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI
  M. Ali OMAR
- **Canton de Koungou**
  Mme Echati ISSA
  M. Daoud SAINDOU MALIDE
- **Canton de Mamoudzou 1**
  Mme Farianti M'DALLAH
  M. El Anrif HASSANI
- **Canton de Mamoudzou 2**
  Mme Laini ABDALLAH BOINA
  M. Elyassir MANROUFOU
- **Canton de Mamoudzou 3**
  Mme Hélène POLLOZEC
  M. Nadjayedine SIDI
- **Canton de Mtsamboro**
  Mme Zouhourya MOUAYAD BEN
  M. Abdoul KAMARDINE
- **Canton de Ouangani**
  Mme Bibi CHANFI
  M. Saïndou ATTOUMANI
- **Canton de Pamandzi**
  Mme Soihirat EL HADAD
  M. Daniel ZAIDANI
- **Canton de Sada**
  Mme Mariam SAÏD KALAM
  M. Soula SAÏD SOUFFOU

Légende

✪ ... Président

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

www.mayotte.fr

FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE

Constituée d'instances décisionnelles et de commissions consultatives, l'assemblée délibérante est dirigée par le Président du Conseil départemental. Les séances de l'assemblée plénière sont ouvertes au public. En cas de trouble, de crime ou de délit, le Président peut alors exercer son pouvoir de « police des séances » et restreindre l'accès du public aux débats.

Compétences du Conseil départemental de Mayotte

La Conseil départemental est une collectivité unique au sens de l'article 73 de la Constitution, exerçant au même titre les compétences régionales et départementales.
Toutefois, les compétences relatives au collège, au lycée et à la gestion des fonds européens (hormis FEDER CTE pour le programme 2021) ne sont pas encore transférées.

Exécutif du conseil départemental

Figure de l'exécutif du département et assisté par les vice-présidents, le président convoque, préside les séances et exécute les délibérations afférentes.

Parallèlement, il ordonne les dépenses et l'exécution des recettes du Conseil départemental.
Aussi, il est le responsable de la collectivité et accompli au nom de celle-ci les actes juridiques et les actions en justices.

Enfin, il doit rendre compte par un rapport d'activité et financier annuel de la collectivité départementale, conformément à l'article L3121-21 du code général des collectivités territoriales.

Conseillers départementaux

Sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de 6 ans, selon le mode binominal majoritaire à deux tours. Les vingt-six élus départementaux élisent un.e président.e et des vice-présidents. Ensemble, ils définissent les politiques de la collectivité permettant de répondre au mieux les attentes de la population mahoraise. Élus pour un mandat de six ans au suffrage universel direct, les élus départementaux sont



au nombre de 26 membres élus, à parité hommes-femmes depuis 2015, élisant une président.e au même titre.

Ils désignent les représentants de la collectivité départementale dans les organismes extérieurs et sont assignés à un domaine social.

L'assemblée délibérante se réunit autant que possible pour délibérer sur les orientations politiques et budgétaires du département.

Assemblée plénière

Elle est présidée par le Président et composée des vice-présidents et les conseillers départementaux de la majorité et de l'opposition. Cette séance a pour but de définir les orientations politiques du département et notamment le budget accordé à chaque projet qui sera soumis à un vote.
Les élus doivent y assister ou se faire représenter par procuration.

Commission permanente

Composée du président, des élus et des citoyens, les commissions permanentes sont à l'initiative de l'assemblée délibérante afin de délibérer sur les affaires courantes du département et les dossiers qui lui seront soumis.
Les séances de la commission permanente ne sont pas publiques mais donnent lieu à la publication des actes.

Commission spécialisées

Les commissions d'élus examinent par thématique les rapports des affaires proposés par l'exécutif. Leurs avis sont ensuite exprimés lors des assemblées délibérantes.

COMMISSIONS THÉMATIQUES

Les sept commissions d'élus mises en place examinent par thématique les rapports proposés par l'exécutif. Leurs avis sont ensuite exprimés lors des assemblées délibérantes.

Commission Aménagement du territoire, infrastructure et foncier

Président : M. Salime MDERE
Membres :
M. Daoud SAINDOU-MALID
M. Alain SARMENT
Mme Mariam SAÏD KALAME
M. Nadjayedine SIDI
M. Saindou ATTOUMANI
M. Alain SERMENT

Commission Administration générale, transports et transition écologique

Président : M. Ali OMAR
Membres :
M. Abdoul KAMARDINE
M. Alain SARMENT
M. El Anrif HASSANI
M. Saindou ATTOUMANI
Mme Soihirat EL HADAD

Commission Sport, culture et jeunesse

Présidente : Mme Zouhourya MOUAYAD BEN
Membres :
M. El Anrif HASSAN
Mme Laïni ABDALLAH BOINA
M. Nadjayedine SIDI
M. Soula SAÏD SOUFFOU
Mme Zaounaki SAINDOU

Commission Développement économique et coopération décentralisée

Présidente : Mme Bibi CHANFI
Membres :
M. Ali OMAR
Mme Hélène POLLOZEC
Mme Bibi CHANFI
Mme Soihirat EL HADAD
Mme Zaounaki SAINDOU

Commission Formation professionnelle, éducation et insertion

Président : M. Daoud SAINDOU-MALIDE
Membres :
Mme Farianti M'DALLAH
Mme Nadjima SAÏD
Mme Rossette VITTA
Mme Hélène POLLOZEC
M. Abdoul KAMARDINE

Commission Solidarité, action sociale et Santé

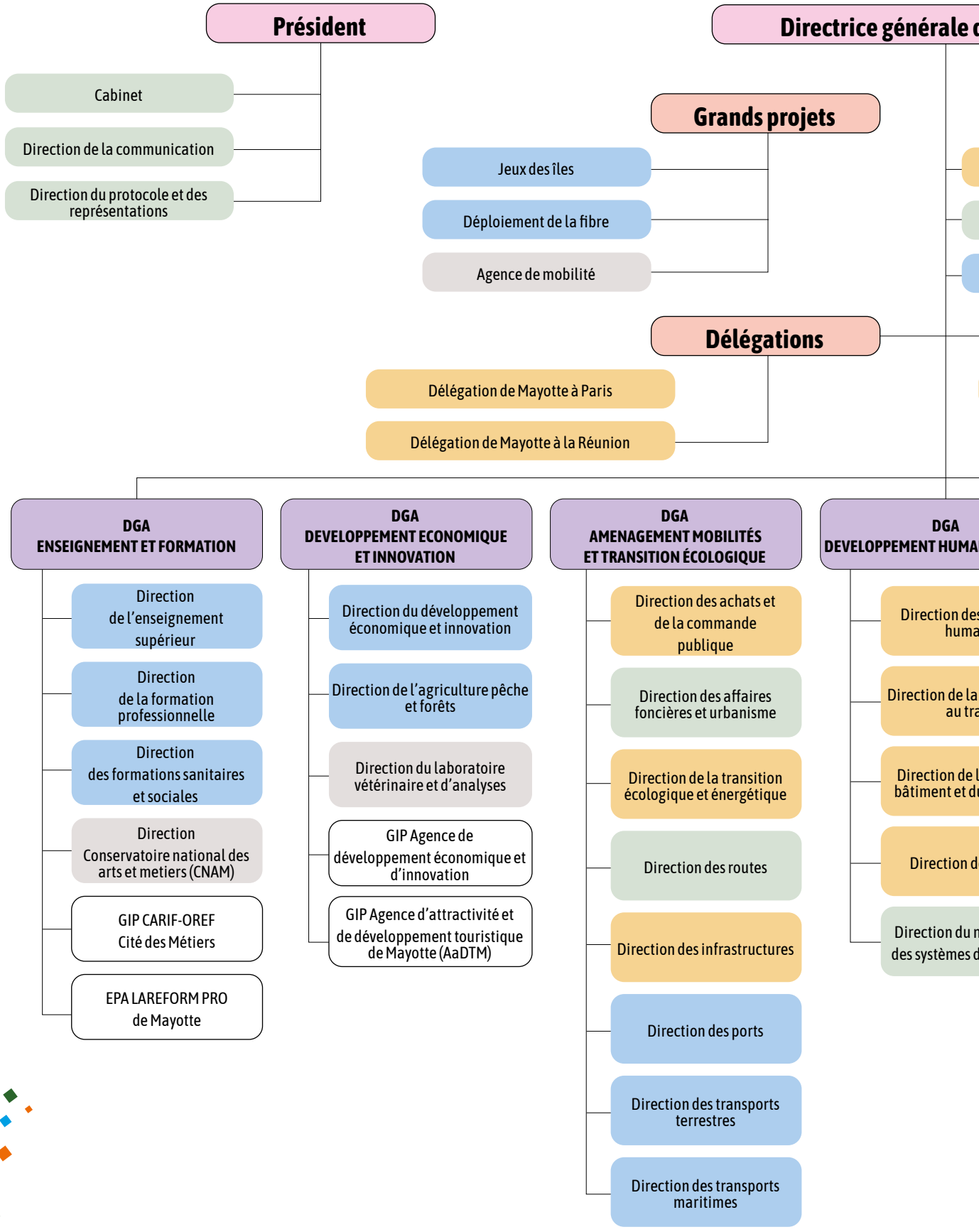
Président : M. Madi Moussa VELOU
Membres :
Mme Zouhourya MOUAYAD BEN
Mme Echati ISSA
Mme Farianti M'DALLAH
Mme Nadjima SAÏD
M. Elyassir MANROUFOU

Commission Finances et affaires européennes

Présidente : Mme Zamimou AHAMADI
Membres :
M. Salime MDERE
Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI
Mme Echati ISSA
M. Daniel ZAIDANI



ORGANIGRAMME GÉNÉRAL DES SERV



ICES

des services

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

www.mayotte.fr

Missions

- Mission Secrétariat général
- Mission Appui aux territoires
- Mission Partenariats institutionnels
- Mission Coopération régionale
- Mission Stratégie territoriale

Direction

- Direction de la qualité de gestion

Niveau de compétence

- Compétence exclusive Région
- Compétence partegée Département / Région
- Compétence exclusive Département
- Intervention facultative

IN ET MOYENS

- s ressources ines
- qualité de vie avail
- a gestion du u patrimoine
- es moyens
- umérique et l'information

DGA GESTION FINANCIERE ET VIE INSTITUTIONNELLE

- Mission déontologie et RGPD
- Direction des affaires juridiques des assemblées et du courrier
- Direction des finances
- Direction des affaires européennes
- GIP l'europe à Mayotte

DGA SERVICES À LA POPULATION

- Direction de la jeunesse et des sports
- Direction de la culture et de la lecture publique
- Direction du musée de Mayotte
- Direction des archives
- Office culturel départemental
- Office départemental de sports

DGA SANTÉ ET SOLIDARITÉ

- Direction de l'autonomie et des prestations sociales
- Direction de l'action sociale et territoriale
- Direction de la PMI et de la prévention santé
- Direction de la protection de l'enfance et de la famille
- Conseil cadial
- GIP Maison départementale des personnes handicapées
- Observatoire départemental de la protection de l'enfance en danger



2022

VIE INSTITUTIONNELLE, PERFORMANCE, MOYENS GÉNÉRAUX ET DIGITALISATION

1 88 993 564 €

- Vie institutionnelle et communication
- Stratégie territoriale
- Achat public
- Qualité de gestion et performance
- Ressources humaines et qualité de vie au travail
- Moyens généraux, numérique

L'amélioration de l'action publique constitue une préoccupation majeure du conseil départemental.

Il s'agit de mettre l'accent sur la qualité du service rendu, par la communication, l'avancement des projets structurants, le suivi et l'évaluation des politiques publiques menées. Pour améliorer la performance de la collectivité, un schéma d'aménagement régional ainsi que des outils applicatifs d'information décisionnelle et de pilotage stratégique sont construits, puis des processus de gestion sont simplifiés, modernisés.
Aussi, il est davantage recherché la reconnaissance des compétences exercées par le conseil départemental, la maîtrise des risques de gestion, la mobilisation des cofinancements.

Le pilotage au mieux des ressources humaines s'inscrit totalement dans cette dynamique. Les leviers d'actions majeurs ont trait à la formation et au développement des compétences des agents, ainsi que la responsabilisation des services.

Enfin dans le cadre de la transformation digitale de la collectivité, des projets numériques (tels i-parapheur, la gestion électronique des documents, la dématérialisation des bulletins de paie), sont mis en place afin de faciliter le traitement de l'information, rechercher plus d'efficacité et réduire l'usage du papier.

713 205 €

Chiffres-clés

Vie des assemblées

6 assemblées plénières donnant lieu à

129 délibérations
6 commissions permanentes donnant

lieu à **162** délibérations
383 rapports examinés par les 7 commissions thématiques en **77 réunions**

4 motions adoptées
69 projets de texte reçus pour avis, dont 39 en procédure d'urgence et 22 adoptés

favorablement

22 Recueils des Actes Administratifs

publiés en ligne, dont **11** hors-séries
500 projets de rapports et délibérations

expertisés

8 avis des conseils consultatifs : 5 avis

du CESEM et 3 avis du CCEE

Dépenses CESEM et CCEEM : **141 K€**

Contentieux public et privé

116 dossiers expertisés

54 notes juridiques

86 contentieux de régularisation foncière
13 requêtes d'immatriculation foncière

déposées auprès du tribunal judiciaire
40 contentieux administratifs (dont **9** nouvelles requêtes, préparation

d'audience et 18 affaires terminées)
Frais d'actes et de contentieux : **289 K€** (+64%)

Communication

23 976 « followers » facebook qui suivent

la page du conseil départemental

3 numéros de la Voix du Département

2 numéros de Rissala (journal interne)

86 communiqués de presse publiés
5000 exemplaires de l'agenda 2022
Dépenses de communication :
165 K€

Vie institutionnelle et communication

Réalisations 2022

Vie des assemblées, veille juridique et institutionnelle

- Organisation des séances de l'assemblée délibérante : vérification, transmission dématérialisée aux élus des dossiers de rapports et projets de délibérations, rédaction des procès-verbaux
- Préparation à l'installation de deux nouveaux conseillers départementaux élus en 2022

Contentieux public et privé

- Accompagnement des élus dans le cadre de la prévention des atteintes à la probité, notamment le conflit d'intérêts
- Formation portant sur la déontologie des élus départementaux et la relation élu/administration
- Participation à des réunions de groupes de juristes des régions et départements de France

Communication, information au public

- Elaboration et publication du projet de mandature de la collectivité « Notre projet pour Mayotte 2021-2028 »
- Conception d'une nouvelle formule plus illustrée, attractive de l'agenda 2022

Perspectives 2023

Vie des assemblées, veille juridique et institutionnelle

- Mise en place d'une solution de gestion de données, afin de stocker les délibérations et autres actes

Contentieux public et privé

- Sensibilisation continue des services de la collectivité
- Diversifier les modes de publication de la veille pour toucher le plus grand nombre d'agents de la collectivité
- Acquisition d'un logiciel permettant d'assurer une veille juridique avec une fiche synthèse sur le module documentation
- Acquisition d'un logiciel de gestion de contentieux

Communication, information à la population

- Actions de communication portant sur :
- le bouclier qualité prix (BQP)
- le premier bilan de deux ans de mandat
- Inauguration de la Délégation de Mayotte à Paris et ouverture du cinéma Alpa Joe

Chiffres-clés

Schéma d'aménagement régional

4 ateliers des territoires INterland réalisés

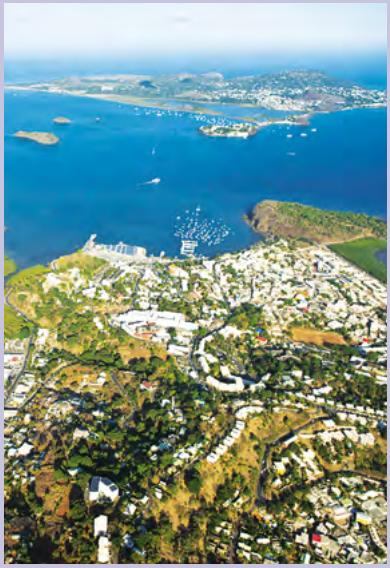
2 ateliers en présentiel pour localiser les projets des EPCI

2 réunions inter atelier en visioconférence avec chaque EPCI

1 séminaire de restitution des travaux

Cofinancement du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires pour l'élaboration du SAR :

95% pour un coût de 100 000€



98 324 €

Chiffres-clés

Commande publique

58 marchés publics notifiés, avec lesquels **30** marchés de travaux

Somme maximale des marchés notifiés : **50 M€**

parmi lesquels :

- **23 M€** de marchés de travaux
- **14 M€** de marchés de fournitures et de service, dont 64% relevant des fournitures courantes et de service
- **1,6 M€** de marchés de prestation intellectuelle
- **2,1 M€** concernant la maîtrise d'ouvrage, dont 81% relatifs au concours de maitrise d'ouvrage
- **9 M€** pour divers marchés de service

Stratégie territoriale

Réalisations 2022

Élaboration du schéma d'aménagement régional (SAR)

- Organisation des ateliers de territoire, des réunions inter-atelier et de séminaire
- Recueil des données et des demandes provenant des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), relatives à la modification, l'ajustement ou la précision des projets de leurs territoires
- Relance des études en vue de la finalisation de l'écriture du document
- Mobilisation de cofinancement dans le cadre des travaux du SAR

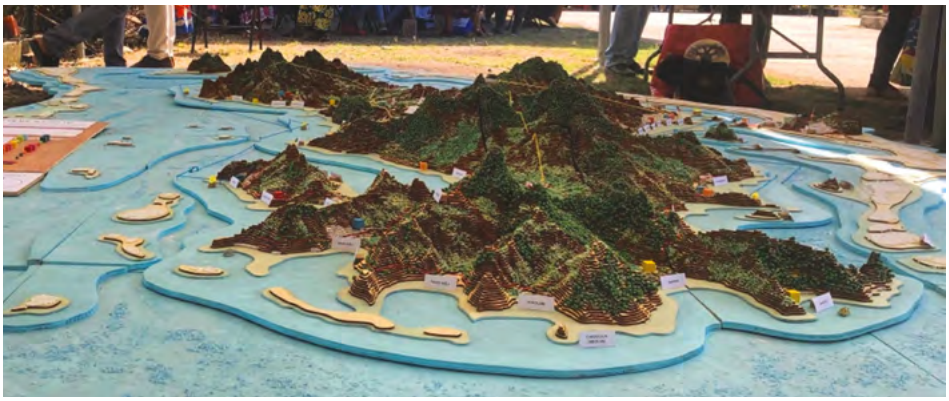
Autres activités transversales

- Analyse du projet loi Mayotte et proposition sur les grands axes de développement du territoire
- Participation au groupe de travail, suite à la publication de la loi 3DS, sur le transfert des compétences des routes et des transports scolaires
- Projet de plan de montée en compétence pour l'encadrement de Mayotte 2022-2050
- Contribution à la réalisation du 1er séminaire sur le dialogue social
- Proposition d'une stratégie portant sur la consommation des fonds européens Interrég Mayotte
- Participation aux réunions du conseil de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement (CAUE), au colloque sur les journées nationales de l'architecture (JNA)

Perspectives 2023

Élaboration du schéma d'aménagement régional (SAR)

- Finalisation de l'écriture et adoption du SAR



Achat public

Réalisations 2022

- Organisation des commissions d'appel d'offres et des actes inhérents
- Début de l'élaboration du guide des procédures d'achat

Perspectives 2023

- Adoption du guide interne des procédures d'achat
- Diagnostic des modalités de passation des marchés et de computation des seuils en vue d'une meilleure organisation

Qualité de gestion et performance

Réalisations 2022

Aide à la décision et outils de pilotage

- Apport au bilan et à l'avenant n°1 au contrat de convergence et de transformation 2019-2022 entre l'Etat, le conseil départemental et les intercommunalités de Mayotte
- Analyse de l'absence des cadres dirigeants aux séances de l'assemblée délibérante
- Mise à jour de fiches thématiques dans le cadre des démarches relatives à la réévaluation des dotations de l'Etat en faveur de l'aide sociale à l'enfance et de la protection maternelle et infantile, la compensation des compétences exercées (transport scolaire, formations sanitaires et sociales)
- Lancement de la conception d'un outil applicatif d'information décisionnelle et de pilotage de la performance : rédaction du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), définition des indicateurs clés et élaboration de tableaux de bord relatifs à la gestion financière, aux ressources humaines et aux opérations d'investissement

Maîtrise des risques de gestion

- Etudes diverses relatives à l'attractivité et la stabilisation des cadres de la collectivité, l'absence pour maladie ordinaire, etc.
- Diagnostic de l'organisation et des processus de gestion des actes fonciers en vue d'optimiser le traitement
- Etat des lieux des procédures du conseil départemental
- Recensement des conventions de financement du fonds social européen (FSE) immédiatement mobilisables et mise à jour du tableau de suivi des opérations
- Réponse aux questionnaires de la chambre régionale des comptes

Appui aux services

- Contribution aux divers projets en vue d'appliquer la retenue de salaire pour les agents élus, d'actualiser le règlement intérieur des agents,...

Perspectives 2023

Aide à la décision et outils de pilotage

- Elaboration du rapport d'activité 2023 du conseil départemental
- Choix des prestataires éditeurs et mise en service de l'outil d'information décisionnelle et de pilotage de la performance, puis de la solution de gestion des organismes satellites

Maîtrise des risques de gestion

- Elaboration d'une cartographie complète et hiérarchisée des risques organisationnels, opérationnels, financiers, juridiques
- Mise à jour de la prospective financière 2023-2025 du budget
- annexe santé protection enfance du service
- Renforcement du contrôle des engagements juridiques et comptables dans le cadre de l'exécution budgétaire
- Examen du fonctionnement, des pertes de recettes et des comptes de la direction des transports maritimes
- Détermination et suivi de la mise en œuvre des mesures engagées dans le cadre des recommandations de la cour des comptes (CC) et de la chambre régionale des comptes (CRC) portant sur le développement pour Mayotte, la protection maternelle et infantile, le coût de l'aide sociale à l'enfance

Appui aux services

- Divers projets transversaux, tels le rapport 2022 sur l'égalité femmes-hommes, la mobilisation des recettes, la fin de la subrogation de salaire en cas d'arrêt de travail, le contrôle des structures médico-sociales, etc.
- Création d'un outil applicatif de gestion foncière

Chiffres-clés

Appui, amélioration de la gestion

5 notes d'analyse assorties de solutions

1 tableau de prospective financière du budget annexe santé protection enfance

5 tableaux de suivi relatifs aux compétences exercées et ressources financières de la collectivité, aux contentieux, au signalement des absences non justifiées, aux crédits d'heures des agents élus, aux agents sans activité et non opérationnels

1 enquête administrative sur la situation d'un agent

3 contrôles de la juridiction financière, portant sur les thématiques diverses (le développement pour Mayotte, la protection maternelle et infantile, la maison départementale des personnes handicapées), donnant lieu à des réponses de la collectivité

2 tableaux de suivi mis à jour relatifs à la mise en œuvre des recommandations de la CRC

177 706 096 €

Chiffres clés

Masse salariale et effectif

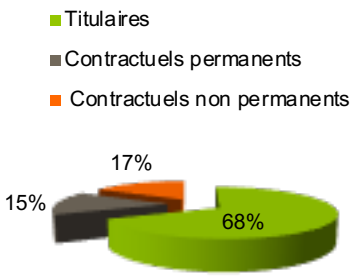
Masse salariale : **175 M€** (+9%) dont :
121,2 M€ (+7%) pour le budget principal
40,2 M€ (+15%) consacrés au budget annexe santé protection enfance

13,6 M€ (+6%) pour le STM

Effectif total : **3 619** agents dont :
2470 (-1,3%) titulaires
550 (+4,6%) contractuels permanents
599 contractuels non permanents
29 (+93%) reconnus travailleurs handicapés, dont 77% en catégorie C
275 agents CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi)
285 agents affectés au service des transports maritimes
134 (-29%) départs d'agents permanents dont :
47 (-24%) à la retraite
·**18** en disponibilité et détachement
·**32** démissions, dont 27 de catégorie A

1 décès
205 agents mis à disposition
172 (+61%) stagiaires accueillis
Frais de missions et de déplacements (agents et élus) : **1,5 M€**
dont **1,2 M€** liés aux agents et **404 K€** pour les élus
Indemnités des élus départementaux :
837 K€ (+1,3%)

Part de l'effectif par statut (tous statut confondus)

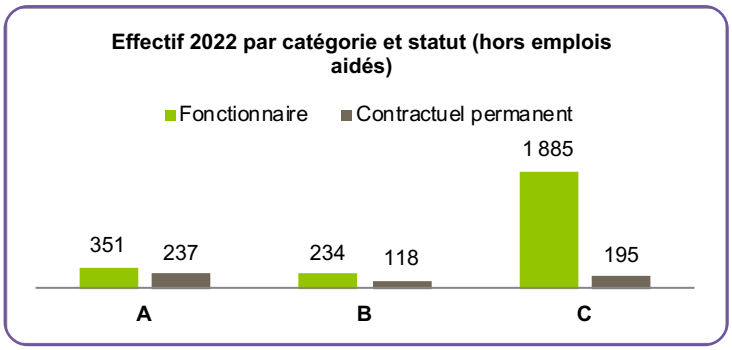


Ressources humaines et qualité de vie au travail

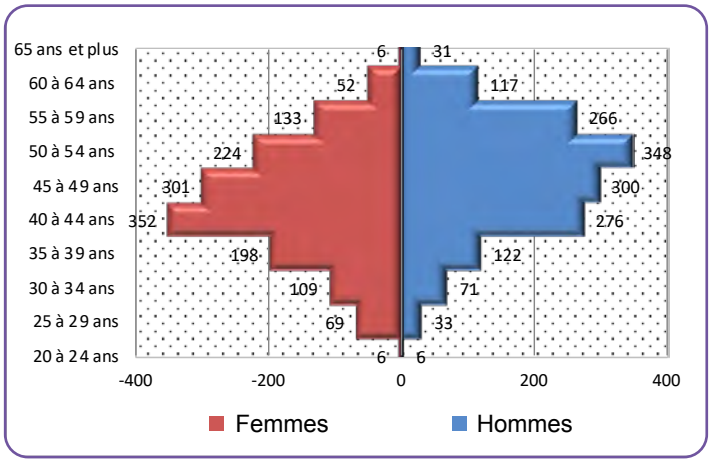
Réalisations 2022

Pilotage des ressources humaines, gestion des emplois et des compétences

- Recensement, établissement et gestion informatisée des fiches de poste des agents
- Formalisation et gestion informatisée des organigrammes des directions
- Recrutement d'un agent référent handicap
- Entretiens avec chacun des managers dirigeants de la collectivité



Pyramide des âges des agents sur emplois permanents au 31/12/2022



Formation des agents

- Bilan du plan de formation 2022, en association avec le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)
- Echanges de pratiques professionnelles dans le cadre du fonds social européen « montée en compétence des agents »

Dialogue social

- Accompagnement des agents dans les différentes revendications concernant les conditions de travail et leur carrière
- Organisation d'événements favorisant l'égalité Femmes-Hommes, comme la 1ère journée de lutte contre les violences faites aux femmes
- Désignation d'une élue chargée de l'égalité Femmes-Hommes

Formation des agents

24 domaines d'activités de formations
1178 agents formés
dont :
777 agents formés par le CNFPT
401 agents formés hors CNFPT
16 actions de formation en intra, bénéficiant à 496 agents
Dépenses relatives aux actions de formations hors CNFPT : **1,2 M€**

Dialogue social

13 accueils physiques
48 dossiers traités
3 CT, **2** CHSCT
7 droits de retrait
8 protocoles de fin de conflit

Médecine préventive

4 études de poste réalisées
450 accompagnements psychologiques
13 accidents de travail

Œuvres sociales

3 197 (-0,6%) agents bénéficiaires de tickets restaurant pour **6, 4 M€** (+19%)
376 (+38%) agents bénéficiaires d'une prise en charge mutuelle pour **238 K€**
2 402 agents bénéficiaires des prestations de la CNAS pour **499,7K€** de cotisation d'adhésion

Télétravail

36 agents en télétravail
90 demandes de télétravail
dont **44** recensés et **7** régularisations
10 locaux mis à disposition pour le télétravail hors domicile



Vie au travail et prévention des risques professionnels

- Evaluation psychologique et accompagnement des agents

Oeuvres sociales

- Apui des agents dans les démarches d'action sociale (CNAS, mutuelle)

Télétravail

- Convention de partenariat avec le GIP CARIF-OREF pour l'utilisation des espaces numériques

Perspectives 2023

Pilotage des ressources humaines, gestion des emplois et des compétences

- Mise en œuvre de la transformation organisationnelle de la collectivité : évolution de l'organigramme et des métiers, évolution du management des services, optimisation des processus, application des dispositifs règlementaires en matière de ressources humaines (RH), etc.
- Suivi de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion des RH
- Application rigoureuse des règles en matière d'absentéisme
- Lancement de la démarche de fiabilisation des données de base des ressources humaines

Formation des agents

- Formation spécifique aux métiers exercés au sein de la collectivité, en matière de gestion de projet, de gestion des ressources humaines, de la comptabilité publique, de l'utilisation des outils numériques
- Elaboration d'un nouveau plan pluriannuel de formation des agents

Dialogue social

- Élaboration de la charte du dialogue social
- Elaboration du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au titre de 2022
- Mise en place d'un plan d'actions pour l'égalité femmes-hommes

Vie au travail et prévention des risques professionnels

- Construction d'une cartographie des risques psychosociaux
- Validation du document unique des risques professionnels
- Relance de la consultation de médecine préventive
- Acquisition d'un logiciel de santé au travail, afin de mieux assurer le suivi des accidents du travail et des maladies professionnelles

Œuvres sociales

- Lancement du marché de tickets restaurant proposant à la fois le titre papier et la carte numérique
- Participer à la cérémonie de remise de médaille d'honneur aux agents

Télétravail

- Déploiement du dispositif de télétravail
- Mise à disposition du matériel dans les tiers-lieux
- Recensement des agents en travail à distance

Moyens généraux, numérique

Chiffres-clés

Sites de la collectivité

139 (+4) sites occupés par les services
80 sites connectés au siège
198 agents de sécurité
74 agents gardiens des sites
Locations immobilières : **2,1 M€ (+8%)**
dont : **1,8 M€** relevant du budget principal

Logistique, parc automobile

307 fauteuils achetés
430 chaises acquises
60 nouveaux bureaux
155 Véhicules
Carburant (hors transports maritimes) : **348 K€ (+1,8%)**
Carburant des véhicules mis à disposition de la DEALM : **46 K€**

Parc de télécommunications

395 téléphones mobiles
1 420 postes de téléphones IP fixes, dont 249 installés en 2022
1 649 postes dont 742 ordinateurs portables
80 imprimantes dont 18 acquises en 2022
98 copieurs dont 6 acquis en 2022

Transmission dématérialisée des actes

1 508 transmissions d'actes
dont :

- 44% relevant de l'assemblée délibérante
- 16% relevant de la commande publique
- 10 % relevant des ressources humaines

5 066 courriers arrivés dématérialisés

Réalisations 2022

Gestion du parc automobile

- Généralisation de la géolocalisation sur l'ensemble de la flotte de véhicules
- Exploitation des fonctionnalités de l'outil de gestion ASTECH, améliorant le suivi des interventions (intégration de toutes les pièces justificatives)
- Mise en place d'un point de contrôle de l'état de véhicule à chaque entrée en atelier

Système d'information et de communication, outil numérique

- Déploiement de la téléphonie sur IP sur une trentaine de sites
- Généralisation des îlots d'impression pour le développement de la dématérialisation des documents
- Finalisation de la plate-forme web du patrimoine culturel immatériel (PCI) pour la diffusion de contenus multimédias
- Etude de faisabilité du projet de gestion électronique des documents (GED)
- Lancement de la conception d'un outil d'informatisation de la gestion foncière
- Élaboration du schéma directeur des systèmes d'information pour définir la stratégie informatique du Département 2023-2025
- Sécurisation des accès Internet et campagne de sensibilisation des agents sur la cyber sécurité
- Installation d'un système de visioconférence, ainsi que d'un accès à la connexion sans fil (wifi) dans l'hémicycle Bamana et les salles de réunion

Perspectives 2023

Gestion du parc automobile

- Lancement du projet véhicule propre : basculement de la flotte véhicule vers des véhicules électriques
- Elargissement de la géolocalisation sur le reste de la flotte restante de véhicules de la collectivité (transports maritimes, délégation à la Réunion)
- Vente aux enchères de véhicules âgés et hors service
- Equipement en outillage de maintenance de véhicules
- Début de l'aménagement des lieux de garage

Système d'information et de communication, outil numérique

- Renouvellement d'un tiers des postes informatiques
- Mise en place de la GED – 1e phase au niveau des directions transversales
- Dématérialisation complète des rapports de délibération, intégrant les étapes de la signature et de l'envoi en TDT
- Généralisation du parapheur électronique
- Dématérialisation de la distribution des bulletins de salaire
- Finalisation du progiciel IODAS – aides sociales
- Mise en service et ouverture aux usagers de l'outil applicatif de gestion foncière



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INNOVATION

20 260 276 €

Aides aux entreprises, au commerce et à l'artisanat
Innovation, attractivité économique
Laboratoire d'analyses
Tourisme
Agriculture, pêche et forêt

L'intervention de la collectivité en faveur du développement économique de Mayotte se traduit par un soutien fort aux entreprises, à l'agriculture, au tourisme et à l'innovation.

En plus de l'apport financier encourageant les projets innovants, la collectivité appuie la relance de différentes filières (ylang, vanille, artisanat, chocolat,...) par la promotion, la commercialisation, et l'exportation des atouts des mahorais.

Dans cette optique, les partenaraits avec des structures d'accompagnement des porteurs de projet sont renforcés.

Le département soutient le monde agricole du territoire en appuyant la professionnalisation et la montée en compétence des agriculteurs.
L'objectif est de tendre vers une ouverture économique d'une agriculture durable et inclusive.

10 549 522 €

Chiffres-clés

Appui aux porteurs de projet

27 dossiers validés sur **129** demandes de subvention reçues à l'agence de développement et d'innovation de Mayotte (ADIM)

Formes juridiques des entreprises financées :

- **56%** sociétés (EURL, SARL, SASU)
- **44%** entreprises individuelles

Subventions d'investissement versées : **6,2 M€**

Aide exceptionnelle : **500 K€**

Subventions versées aux structures d'accompagnement des entreprises : **3,5 M€**

Subventions octroyées aux structures d'accompagnement

ADIM	1 203 640,00 €
CCI Mayotte	931 484,44 €
CRESS Mayotte	438 900,80 €
CMA	0,00 €
Association de gestion et comptabilité (AGC) de Mayotte	168 000,00 €
Couveuse Oudjérebou	20 530,00 €
BGE	453 043,00 €
CMC	66 000,00 €
France Active	56 000,00 €
Pépite Optimum	56 000,00 €
Ouzoungouha Maécha	56 000,00 €
Nayma	74 400,00 €
Total	3 523 998 €

250 participants à la 3ème édition de l'événement « Mayotte, acteur de son développement »

Commerce, artisanat, presse

3 entrepreneuses bénéficiaires de l'AIF (3 250€ par femme)



Aides aux entreprises, au commerce et à l'artisanat

Réalisations 2022

Études stratégiques de développement économique

- Organisation de la 3ème édition de l'évènement « Mayotte, acteur de son développement » à la médiathèque de Bandrélé, réunissant les experts et les porteurs de projets atour des thématiques ci-dessous :
  - financement et accompagnement
  - enjeux du développement économique de Mayotte
  - structuration de l'économie informelle pour le développement du territoire
  - structuration des filières prioritaires pour le développement économique de Mayotte
- Réalisation des études sur l'ingénierie financière (banque, mutuelle, assurance), le schéma de l'économie sociale et solidaire, le schéma de l'industrie

Soutien aux porteurs de projet économique

- Financement des entrepreneurs pour la création et la préservation d'emplois, via des dispositifs d'aides économiques : aide à l'investissement (AI), aide à l'investissement des femmes (AIF), projet initiative jeunesse (PIJ)
- Mise en place d'une plateforme d'aide au montage des dossiers de subventions en matière d'économie sociale et solidaire

Structuration des filières économiques

- Mise aux normes et équipement des taxis de Mayotte
- Accompagnement des filières de couture, de la briqueterie en terre cuite, de la technologie d'information et de la communication, du tourisme

Perspectives 2023

- Mise en place d'une plateforme pour les entreprises en difficulté
- Révision du plafond d'engagement du fonds de garantie de Mayotte, qui vise à faciliter l'accès aux crédits bancaires des TPE et PME exerçant une activité sur le territoire

Prêts d'honneur

27 dossiers d'entreprises engagés pour **560 K€**

- Création : 20 dossiers pour **390 K€**
- Reprise : **2** dossiers pour **40 K€**
- Croissance : **5** dossiers pour **130 K€**
- Secteur industrie : **5** entreprises pour **100 K€**
- Construction BTP : **1** entreprise pour **20 K€**
- Hôtels, cafés et restaurants : **3** entreprises pour **60 K€**

Chiffres-clés

Projets innovants

Appel à projet Innovation : **150 K€**
Cluster d'entreprises : **228 K€**
Concours « Innov'Action 976 » : **100 K€**

dont :
50 K€ pour la logistique
50 K€ pour les **3** lauréats

31 candidatures

Fonds régional de soutien à l'innovation

- **21** dossiers
- **19** entreprises
- **2** associations

Attractivité économique

50 participants (investisseurs, acteurs institutionnels et économiques Mahorais) à la **5ème** édition de l'événement « Invest In Mayotte » à Bruxelles

509 (+58%) participants à la **5ème** édition du forum économique de Mayotte :

- **7** prestataires
- **51** intervenants

Fiscalité, octroi de mer

Recettes d'octroi de mer : **105 M€**
dont octroi de mer régional : **29 M€**

Innovation, attractivité économique

Réalisations 2022

Soutien à l'innovation

- Soutien à l'élaboration du SRDEII de Mayotte (schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation)
- Promotion du dispositif VIE/VIA auprès des jeunes mahorais
- Accompagnement individuel et personnalisé des entreprises pour le financement BPI France et du processus de recrutement VIE
- Organisation de la 3ème édition du concours *« Innov'Action 976 »*, en partenariat avec Mayotte In Tech et la CCI Mayotte, afin de valoriser et récompenser les initiatives innovantes des TPE-PME et des porteurs de projets
- Poursuite de la démarche de clustérisation avec la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte : création de clusters cosmétique, maritime et numérique

Stratégie, attractivité économique, octroi de mer

- Lancement du marché pour la réalisation d'études économiques
- Organisation de la 5ème édition du forum économique de Mayotte selon la thématique suivante : *«Mayotte, futur hub économique régional »*
- Organisation de la 5ème édition de l'événement *« Invest In Mayotte »*, axée sur la mobilisation des acteurs économiques du territoire et la rencontre de potentiels investisseurs
- Développement de *« CAP 2050 »* (une application de collecte de données sur l'économie mahoraise)
- Animation des différents réseaux de l'agence de développement et de l'innovation de Mayotte (ADIM) et du site internet (Facebook, LinkedIn, amélioration et déploiement du site Invest In Mayotte)

Perspectives 2023

Soutien à l'innovation

- Suivi du projet de construction de la technopole de Dembéni
- Mise en place d'un guichet unique donnant accès à l'information et le suivi des projets
- Suivi de la création du pôle d'innovation intégré de Mayotte (PI2M), dont l'ambition est de soutenir l'innovation et le développement durable du territoire mahorais (projet lauréat du « plan innovation outre-mer » de France 2030)
- Mise en œuvre du dispositif de suivi et d'évaluation

Stratégie, attractivité économique

- Intégration renforcée de l'ADIM dans l'écosystème français du commerce extérieur
- Renforcement des conventions de partenariat avec business france, la BPI et les agences de développement des régions françaises, les ambassades les structures spécialisées dans le commerce externe des pays cibles
- Préparation à la mise en service de la solution de l'open data chez tous les acteurs socio-économiques du territoire
- Études sur l'impact des aides économiques et sur le schéma de l'économie sociale et solidaire

Fiscalité, octroi de mer

- Ajustement du dispositif d'octroi de mer, avec notamment la hausse du taux d'octroi de mer régional à 5%



Laboratoire d'analyses

Le laboratoire d'analyses départementales apporte une aide à la décision en matière de sécurité alimentaire, sanitaire et environnementale.

- Attribution du concours architectural et de maîtrise d'œuvre du
- projet immobilier du laboratoire départemental
- Poursuite des analyses des échantillons, réalisation des essais et contrôle qualité en eau, hygiène alimentaire et santé animale
- Réflexion sur la création d'un budget annexe laboratoire pour une meilleure visibilité de la gestion comptable

Évolution des recettes

Les recettes des activités d'analyse en eau et hygiène alimentaire sont retracées dans le tableau ci-dessous. Les sollicitations d'analyses proviennent d'une soixantaine de clients répartis sur toute l'île.

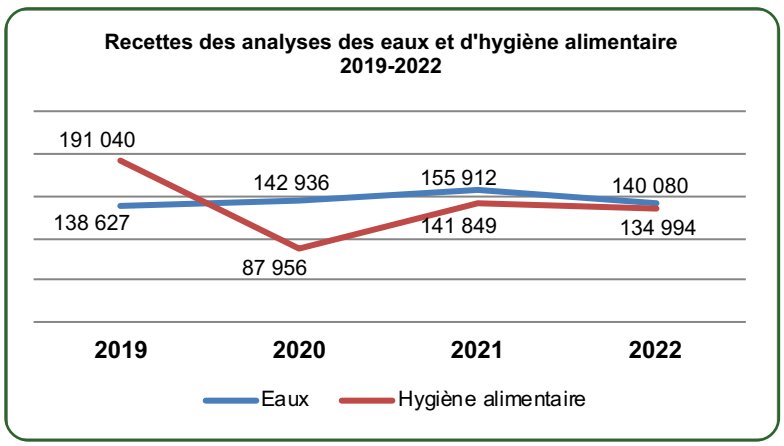
103 310 €

Chiffres-clés

Achat de produits pharmaceutiques : **90 K€**

Recettes des analyses : **275 K€**





Perspectives 2023

- Construction d'un multilab à vocation régionale
- Obtention de l'accréditation Cofrac pour le laboratoire
- Amélioration des locaux existants

2 216 151 €

Chiffres-clés

Subvention versée à l'AaDTM

2,2 M€ (-2.6%) dont :
1,5 M€ en fonctionnement
850 K€ programmes d'actions
Actions programmées
promotion & outils : **5 K€** commerciaux
marketing territorial et attractivité : **3 K€**
outils et actions digitaux : **36 K€**
développement de l'offre : **211 K€**
aménagement touristique : **10 K€**
observatoire touristique : **54 K€**
accompagnement des territoires : **3,2 K€**

professionnalisation et formation : **3 K€**

Fréquentation touristique

51 804 touristes en 2022

Participation à 2 salons touristiques

23ème salon international de la plongée sous-marine à Paris

- **47 250** visiteurs
- **335** exposants
- Nouvel habillage, nouvelle identité
- Présence de la délégation AaDTM
- Retombées médiatiques (articles) :
  6 articles publiés au niveau local
  10 articles publiés dans les réseaux sociaux

3 animations :

- atelier Photokabine
- jeu concours
- afterwork

Salon IFTM Top Résa à Paris

- **29 4756** visiteurs
- **400** stands
- **170** destinations exposantes
- **1 038** supports sur Mayotte distribués
- Retombées médiatiques : 6 articles publiés (local)

4 insertions publicitaires :

- magazine « plongez ! »
- annuaire de la plongée
- « Bougez Mag ! »
- « Glitter »

Tourisme

Réalisations 2022

Stratégie de développement touristique

- Relance des enquêtes de conjoncture dans l'optique de la mise en place d'un observatoire touristique
- Étude de la fréquentation touristique à l'aéroport de Pamandzi
- Recrutement de nouveaux collaborateurs pour l'opérationnalité du pôle ingénierie et développement de l'offre touristique
- Inscription du projet « écomusée du sel de Bandrélé » dans la programmation issue de l'étude TED CONSEIL
- Lancement du projet « mangrove park » après une étude de faisabilité
- Application du schéma régional du tourisme et des loisirs de Mayotte (SRDTLM) : mise en œuvre stratégique «qualité/formation/emploi »
- Définition d'une stratégie de formation pour les professionnels du tourisme

Promotion et commercialisation des produits touristiques

- Participation à des salons de promotion touristique :
- 23ème salon international de la plongée sous-marine (Paris)
- salon IFTM Top Résa (Paris)
- Promotion du tourisme à Mayotte par la venue de l'influenceuse Chloé à travers son blog trip « le monde de Chloé »
- Refonte et animation du site web « Mayotte tourisme » et des réseaux sociaux

Perspectives 2023

Stratégie de développement touristique

- Proposition d'un programme d'offres de formations professionnelles
- Promotion du tourisme à Mayotte par la participation au salon de tourisme et l'organisation salon du tourisme et des loisirs de Mayotte
- Lancement des opérations « influenceurs et campagne d'influence »
- Animation du site web grand public avec l'ajout d'une version anglaise et la digitalisation des professionnels touristiques
- Animation et développement de plusieurs filières : « offres expérientielles », « tourisme durable » et « croisière »
- Accompagnement des collectivités locales en matière de tourisme
- Organisation des trophées du tourisme
- Animation de la plateforme formation au sein de l'agence d'attractivité et de développement touristique de Mayotte (AaDTM)

7 391 293 €

Chiffres-clés

Subventions versées : 1,2 M€

Aides à la modernisation
529 K€ en faveur de **27** bénéficiaires

Aide aux structures de développement agricole
1,25 M€ (dont 1 M€ en fonctionnement) en faveur de **12** bénéficiaires

Aides individuelles
24 conventions en matière de production animale pour **478 K€**
3 conventions en matière de production végétale pour **51 K€**

Programme agro forêt
61 parcelles
75 000 plants produits
11 opérations de réhabilitation
31 ha de surface réhabilitée

Surveillance forestière
feux de forêt : **9** (-52%)
surface brulée : **38 ha** (-70%)
surface boisée détruite : **60 ha**
infractions : **544**
volume de bois élagués : **13 m³**

Production de plants forestiers
62 000 plants produits

Production de plants d'agrumes
variétés d'agrumes introduites : **21**
pieds-mères : **44 plantes**
bloc d'amplification : **95 plantes**
plants greffés : **4 036 plants**
plants produits : **3 111 plants**
plants distribuées : **2 700 plants**

Scierie
production : **13 m³**
abatage : **72.5 m³**
élagage : **16 m³**
transport de bois : **40 m³**

Travaux forestiers
dégagement de **10 km** sentier Chirongui
dégagement de **2 ha** de jeunes peuplements forestiers
entretien de **10 km** de chemins de randonnées
plantation de **9 ha**

Pêche, acquaculture
3 points de débarquement réaliés
150 barques en cours d'être mise aux normes



Agriculture, pêche et forêt

Réalisations 2022

Programme de développement agricole du secteur primaire

- Augmentation de la production de plants d'agrumes et formation des techniciens du service agriculture pêche et programmation
- Réhabilitation de pistes rurales : Kawéni Lajoli, Choungui Héli et la piste menant à la retenue collinaire de Combani
- Structuration du projet d'importation de viande bovine depuis Madagascar (développement conjoint de l'abattoir mahorais à Chirongui et l'abattoir malgache à Manambaro,) et du projet d'AGROPOLIS
- Plantation de diverses cultures de bananiers, de taro, de maïs, de manioc, de la vanille et du poivrier

Aménagement des territoires ruraux et gestion durable des forêts départementales

- Amélioration de la connaissance de l'arbre et aménagement des forêts départementales Majimbini, Dziani Bolé, Maevadouani, Bénara
- Réhabilitation des pistes agricoles
- Reboisement des bassins versants
- Surveillance forestière et lutte contre l'enlianement
- Modernisation de la scierie

Soutien à la filière pêche et aquaculture

- Modernisation de points de débarquement des pêcheurs
- Accompagnement à la mise aux normes de barques
- Étude sur le plan de valorisation de la filière pêche à Mayotte et sur la gestion des points de débarquements
- Rédaction de l'appel à projets pour la relance de l'aquaculture

Perspectives 2023

Gestion et surveillance forestière

- Opération de bornage des zones soumises
- Poursuite des aménagements de Bénara-Tchaourembo et Sohoa
- Surveillance accentuée et réhabilitation des réserves forestières

Aménagement des territoires ruraux

- Renouvellement des conventions agroforesteries et réaliser les visites de suivi bis-annuelles
- Réalisation des travaux pour les pistes rurales Moigadza, Combani, Hachiké, Mapoira et Haboué

Exploitation et scierie

- Finalisation des travaux de modernisation de la scierie
- Suivi du projet de rénovation FEADER et lancement des marchés publics nécessaires

Production de plants et travaux forestiers

- Formation des agents en interne sur l'usage, la reconnaissance et l'identification des plantes forestières
- Soutien au développement agricole avec la construction d'un pôle de compétences agricoles à Combani, la modernisation des petites exploitations agricoles et l'installation d'un abattoir bovin
- Lancement de la recherche pharmacopée avec l'inventaire des pratiques traditionnelles en ethnomédecine



FORMATION, APPRENTISSAGE

43 491 805 €

Etudiants hors Mayotte, filières d'excellence

Formation professionnelle et apprentissage

Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers

Le soutien en faveur des étudiants mahorais hors Mayotte est certes volontariste mais essentiel à la réussite des projets d'étude de ces jeunes.
L'appui aux filières d'excellence contribue à pallier des difficultés d'attractivité de professionnels dans divers secteurs d'activité dans le territoire.
Une bourse et diverses autres aides sont attribuées aux étudiants mahorais hors Mayotte.
À cette occasion, les évolutions des applications web « Bika » et « AprèsBac » permettent une meilleure instruction et un suivi des demandes de bourses des étudiants.

Les dispositifs de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des demandeurs d'emplois sont développés.
En effet, les partenariats et les offres de formations se multiplient, notamment avec les universités de Mayotte et hexagonales, et en mobilité avec la mobilisation des dispositifs de l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) via LADOM.

Divers organismes proposent ainsi des formations et des métiers en facilitant l'accès à l'information au travers de plateformes numériques « Mayotte emploi formation » et « InfoMaecha ».

14 415 073 €

Chiffres-clés

Année scolaire 2021/2022

2 781 étudiants pris en charge

3 349 dossiers traités par la commission d'octroi de bourse et des aides (COBA), dont **83 %** acceptés

Bourses et diverses aides en faveur des étudiants mahorais hors Mayotte :

13,6 M€ (+15%)

13 médiateurs académiques

Subventions versées aux lycées et associations de parents d'élèves : **721 K€**

Répartition des étudiants :

- **26** doctorants
- **453** en master
- **1 278** en licence, licence professionnelle
- **527** en BTS
- **497** dans d'autres cursus

CUFR Mayotte :

Soutien à l'association des étudiants du centre universitaire de Mayotte : **30 K€**

Coût du projet PEPITE : **745 K€**

Participation de la collectivité : **40 K€**



Etudiants hors Mayotte, filières d'excellence

Réalisations 2022

Étudiants hors Mayotte

- **Bourse et aide**

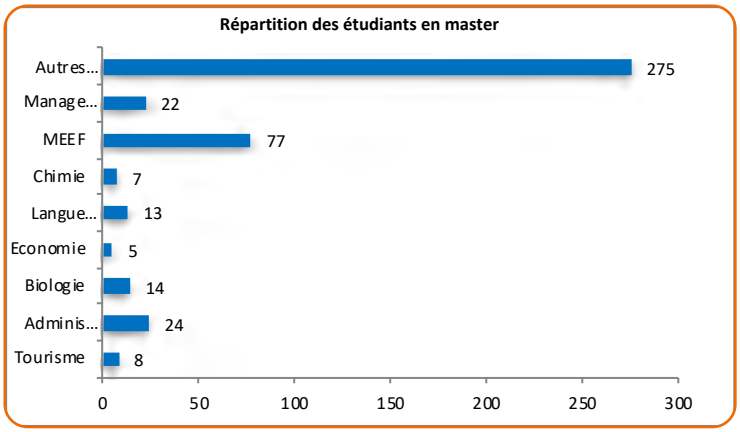
  Amélioration du traitement dématérialisé (instruction et paiement) des demandes de bourse des étudiants via l'application web bika

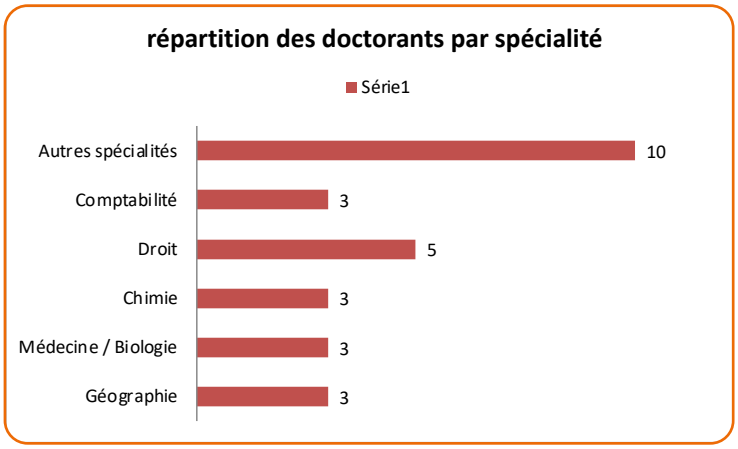
- **Enseignement supérieur et filières d'excellence**

  Instruction en cours de la demande de financement au fonds social européen (FSE) relative au suivi des étudiants dans 13 académies par des médiateurs sociaux pour un conventionnement auprès de l'autorité de gestion

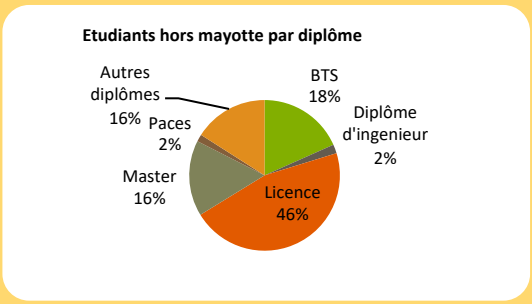
Recherche et schéma stratégique

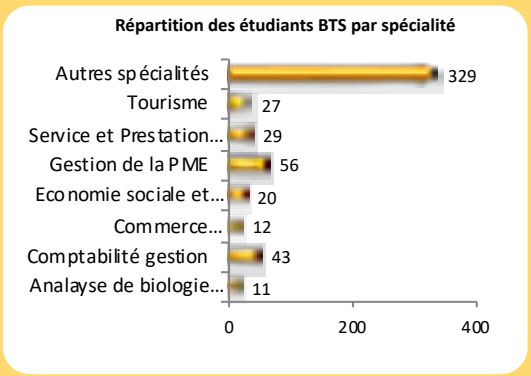
- Adoption du schéma régional de l'enseignement supérieur et de l'innovation avec un plan d'actions détaillé autour de six axes (période 2022-2027)
- Organisation du colloque intitulé « pour un nouveau droit aux outre-mer au XXIème siècle » au centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte (CUFR)
- Soutien à la mise en place du projet PEPITE (pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat)

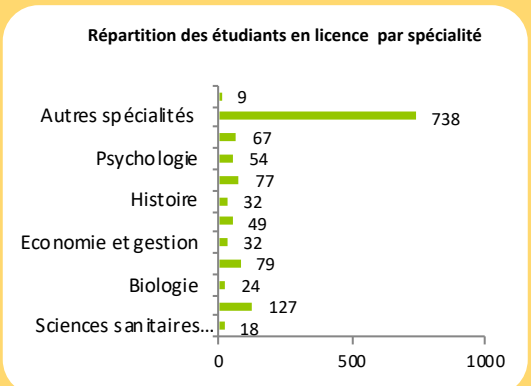












Soutien aux actions éducatives et parascolaires

- Lancement de l'appel à projets intitulé « accompagnement des associations étudiantes sur les thèmes accueil, intégration sociale et scolaire, rupture de l'isolement »
- Soutien financier accordé à l'association des étudiants du centre universitaire de Mayotte (AECUM), ainsi que pour l'achat de manuels scolaires

Perspectives 2023

Étudiants hors Mayotte

- Intégration d'un module « finances » dans l'application web Bika

Recherche et soutien aux actions parascolaires

- Mise en place du dispositif « chercheurs d'avenir » et du programme de recherche SCUT, en partenariat avec le CUFR pour l'organisation du projet « l'école hors les murs » et de plusieurs évènements (séminaires sur la médiation, le salon de l'étudiant et de l'alternance)



Formation professionnelle et apprentissage

Chiffres-clés

2 472 stages conventionnés en faveur des demandeurs d'emploi (**79%** de femmes et **21%** d'hommes)

Formations sanitaires et sociales

7,9 M€ engagés de 2022 à 2025 pour la formation de **394** étudiants par **13** instituts spécialisés, répartis comme suit :

Localité	Nombre d'étudiants	Coût
Mayotte	220	5,4 M€
Hexagone	156	3,5 M€
Réunion	18	1 M€

Dépenses 2022 relatives aux bourses, aux frais pédagogiques et de transport : **2,7 M€**

Formation, insertion professionnelle, apprentissage

17 380 mesures déployées pour sécuriser les parcours des bénéficiaires dont :

- **14 087** (+81%) pour soutenir les structures d'accompagnement à l'insertion professionnelle
- **3 293** (+19%) pour toutes les interventions directes en faveur des bénéficiaires de formation

Subventions versées aux structures et organismes d'insertion : **6,4 M€** (-9,7%) dont :

- ANAF : **44 K€** / GIP FCIP : **25 K€**
- CRIJ : **208 K€** / MLEZI : **188 K€**
- MESSO : **240 K€** / Pôle emploi : **4 M€**
- Mission locale : **723 K€** / CCI : **931 K€**

Mobilité hors Mayotte

1,1 M€ versés à LADOM

427 (-11,5%) départs de mobilité financés pour le suivi de filières de formation ciblées, des emplois, des oraux de concours ou des stages pratiques (dispositif de transit)

61% des bénéficiaires âgés de moins de 26 ans (entre 18 et 25 ans)

Réalisations 2022

Formation professionnelle locale des demandeurs d'emploi

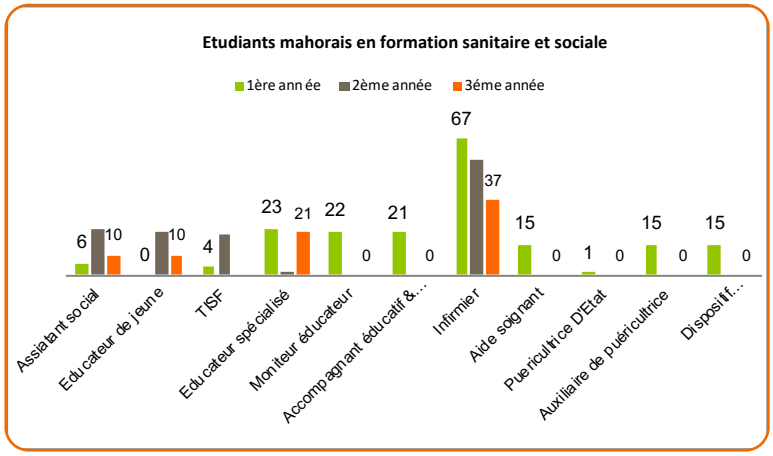
- Accompagnement des demandeurs d'emploi à l'insertion professionnelle avec des stages conventionnés dans le cadre du programme régional de formation professionnelle
- Mise en place d'un dispositif d'aide individuelle vers l'emploi (AI), en vue de faciliter l'embauche grâce à des formations sur la prise de poste
- Lancement de la commande publique pluriannuelle de formation professionnelle
- Création d'un établissement public administratif *« LAREFORM PRO de Mayotte »*, afin de favoriser l'insertion et la formation professionnelle à Mayotte

Formation via le conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

- Elargissement de l'offre d'actions de formation post bac

Formation sanitaires et sociales

- Prise en charge de formations sanitaires et sociales à Mayotte, à la Réunion et à l'Hexagone pour répondre aux besoins de recrutement locaux, en partenariat avec des organismes spécialisés



Insertion professionnelle

- Accompagnement financier des structures chargées de l'insertion et de la formation professionnelle, proposant des formations relatives aux axes 1 et 2 du pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PUIC)

Perspectives 2023

- Démarrage des activités de l'établissement public administratif LAREFORM PRO
- Mobilisation des recettes supplémentaires sur des dispositifs de financement (fonds social européen, fonds Interreg FEDER-CTE, PUIC, contrat de convergence et de transformation, fonds de soutien et d'investissement de l'apprentissage)
- Développement de la formation professionnelle par la voie de la mobilité, en exploitant davantage la coopération décentralisée dans la région de l'Océan indien, la coopération régionale avec le programme INTERREG et en poursuivant le partenariat avec l'État

3 276 057 €

Chiffres-clés

Contribution au GIP Carif Oref : **3,3 M€** (-5%)
Subventions versées au titre du PUIC : **3,3 M€**

Certification QUALIOPI

91 organismes de formation accompagnés, dont **78%** certifiés

Site internet « Mayotte emploi formation »

24 nouveaux organismes enregistrés
71 organismes de formation actifs
462 nouvelles sessions programmées
12 CFA avec **63** sessions réalisées
12 domaines et **57** offres de formation par apprentissage
19 sites de formations par apprentissage

Actions d'information et d'orientation organisées par la cité des métiers

11 167 usagers accueillis et accompagnés
2 forums des métiers organisés
1 485 collégiens et lycéens accueillis et accompagnés
30 ateliers réalisés sur les métiers
2 800 bénéficiaires des ateliers du bus

Dispositifs de formation destinés aux publics fragiles sur l'acquisition des savoirs de base

	Nombre de bénéficiaires	Nombre de sortie positive
Formation territorialisée 2022	325	21
Formation CLEA 2021-2022	304	18
Formation couplée 2021-2022	95	23

Espaces numériques

14 plateformes numériques fonctionnelles sur Mayotte, dont **3** ouvertes en 2022

Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers

7 conventions avec les communes

Accompagnement de 5 communes pour la conception et l'aménagement des maisons du numérique et de la création :

- fonctionnement : **1,3 M€**
- travaux : **15 M€**

Réalisations 2022

Animation, ressources et information sur la formation

- Accompagnement des organismes de formation à la digitalisation de leurs offres de formation par le déploiement d'un plan de numérisation de l'ingénierie pédagogique et de formation
- Développement de la plateforme d'enseignement à distance « FOAD » (Mayotte e-formation), puis celle de communication « la place »
- Mise en place d'un dispositif de professionnalisation des organismes des formations : formation de salariés, de responsables de structure de médiation numérique

Observatoire régional emploi formation (OREF)

- Réorganisation, animation du secrétariat du CREFOP et mise en place d'outils d'aide à la décision à destination des acteurs publics : DAFINE et veille emploi-formation
- Reprise des travaux pour la gestion et l'alimentation de la plateforme « open data », regroupant l'ensemble des données socio-économiques de Mayotte, en partenariat avec l'agence de développement et d'innovation de Mayotte (ADIM)
- Finalisation du plan de développement des compétences avec la réalisation de fiches actions
- Organisation d'une semaine de sensibilisation des lycéens sur les formations sanitaires et sociales
- Mise en place d'un comité scientifique

Cité des métiers

- Équipement et ouverture de plateformes numériques à Poroani, Passamainty et Bandraboua
- Accompagnement des communes pour la construction et l'aménagement des maisons du numérique
- Renforcement de l'offre de service pour le déploiement du digital, le montage et l'animation d'un consortium du réseau des tiers-lieux
- Actualisation des conventions avec les communes pour le renforcement et l'amélioration de la coordination des actions et de l'offre de service numérique

Plateforme de lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme (PLIA)

- Mise en place de dispositifs de formation sur l'acquisition des savoirs de base : « formation CLEA », « formation couplée », « formation territorialisée »
- Organisation de réunions d'information collectives à l'appui à la mobilisation et au repérage des publics
- Mise en place d'un outil de positionnement à destination des usagers : évaluation avant l'entrée en formation (OISI et EVA)

Perspectives 2023

Animation, ressources, formation et orientation sur les métiers

- Poursuite des projets d'animation, d'information et d'orientation des jeunes
- Collecte et diffusion des offres de formation en continue et en apprentissage
- Développement d'une offre de service numérique de proximité, en renforçant les équipements des espaces numériques, afin de lutter contre la fracture numérique





AMÉNAGEMENT, MOBILITÉ ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

135 354 101 €

Affaires foncières
Appui aux collectivités

Infrastructures, routes, réseau internet

Transport terrestre, liaison maritime

Aménagement, exploitation des ports

Biodiversité, transition écologique et énergétique

Œuvrer pour un développement maîtrisé et harmonieux du territoire de Mayotte est l'un des axes majeurs de la stratégie de la collectivité.

Dans cette perspective, la maîtrise foncière requiert l'accélération de la régularisation des terrains domaniaux, la lutte contre l'occupation illégale des parcelles de la collectivité.
Aussi, une dématérialisation des processus de gestion des actes fonciers s'avère indispensable.

Parallèlement au projet de raccordement du territoire au haut et très haut débit internet par la fibre optique, le conseil départemental investit pour créer la multimodalité (hubs et pôles d'échange, transport collectif interurbain, liaisons maritimes).
Cet investissement s'étend également à l'amélioration de la liaison maritime avec l'arrivée de deux nouveaux navires amphidromes.

Tenant compte de la biodiversité de Mayotte et de la nécessaire protection du patrimoine naturel, la collectivité met en œuvre les différents plans adoptés : schéma départemental des espaces naturels et sensibles, plan régional de prévention et de gestion de déchets, etc.

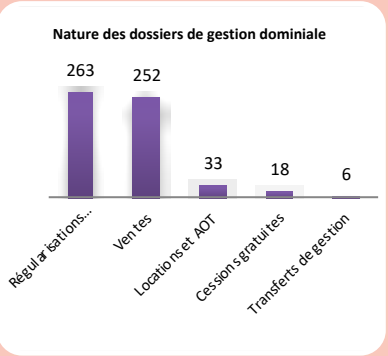
Enfin dans le cadre du développement des énergies renouvelables, des études sont engagées pour tenter le mix énergétique (soleil, mer).

2 270 792 €

Chiffres-clés

Gestion domaniale

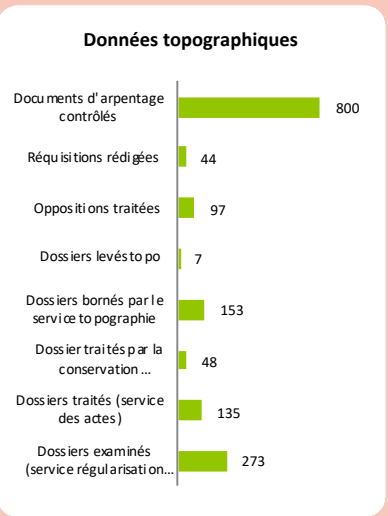
572 (-18,5%) dossiers traités



1 570 dossiers examinés en CPF dont :

- **678** avis favorables
- **176** avis défavorables

Topographie



Régularisation foncière

93 actes de reconnaissance de propriété définitive délivrée

325 actes de reconnaissance de propriété définitive en cours de finalisation

433 réquisitions et procès-verbaux publiées

44 instructions de nouveaux fonciers en attente de bornage

Études en aménagement foncier

8 dossiers traités en juridique

25 interventions d'occupation illégale



Affaires foncières

Réalisations 2022

Gestion du domaine et régularisation foncière

- Réception et traitement des dossiers relatifs au domaine et à la régularisation foncière
- Vérification des documents d'arpentage (DA) et enregistrement des oppositions
- Organisation des séances de la commission du patrimoine et du foncier (CPF)
- Gestion des interventions en matière d'occupation illégale des terrains de la collectivité
- Transactions menées dans le cadre de l'acquisition de terrain avec des propriétaires privés

Étude du foncier en vue d'implanter un projet d'aménagement et transaction immobilière

- Réalisation de travaux de géomètre pour l'achat d'une parcelle pour la construction de l'arrêt de bus Hamouro
- Réservation de foncier pour les bus dans le cadre des projets d'aménagement de zones d'activités économiques (ZAE) à Malamani et aux Badamiers pilotés par l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte (EPFAM)
- Cession du foncier Batrolo au centre hospitalier de Mayotte (CHM) pour l'extension de l'hôpital

Perspectives 2023

- Évolution de l'organisation et informatisation des processus de gestion, afin de sécuriser et d'accélérer la délivrance des actes fonciers (reconnaissance de propriété définitive, location, vente de parcelles,...)
- Accélération des transferts de propriété aux collectivités territoriales et aux établissements publics
- Finalisation des actes de vente concernant :
  - plusieurs parcelles situées dans la zone économique des Vallées 3
  - la parcelle AB 32 (propriété de la commune de Bouéni) au profit du conservatoire du littoral
  - plusieurs parcelles au profit du centre hospitalier de Mayotte (CHM)
- Relance en vue de l'aboutissement de la partition foncière entre l'Etat et le conseil départemental de Mayotte
- Ajustement de la grille de tarification de l'occupation du domaine de la collectivité

12 805 077 €

Chiffres-clés

Coût total des **38** opérations ayant fait l'objet de consommation : **79 M€**

Participation mobilisée du Conseil départemental : **42 M€**

Subventions verséees aux communes et interco : **14 M€**

2019	2020	2021	2022
5,5 M€	**19 M€**	**16 M€**	**14 M€**

Coût total des aides financières aux communes de 2019 à 2022 : **55 M€**

Projet financé par le fonds régional d'aménagement et foncier urbain (FRAFU)

Projet d'aménagement de Mjini (Bandrélé)

Coût prévisionnel : **501 K€**

Contribution du CD : **400 K€**

Montant consommé en 2022 : **50 K€**

Projets ayant fait l'objet de consommation en 2022 dans le cadre du contrat de convergence et de transformation (CCT) 2019-2022

Création d'un parc à Hagnoundrou

Coût prévisionnel : **728 K€**

Contribution du CD : **582 K€** (80%)

Montant consommé en 2022 : **174 K€** (24%)

Amélioration et extension réseau éclairage public de la commune de Chirongui

Coût prévisionnel : **848 K€**

Contribution du CD : **200 K€**

Montant consommé en 2022 : **200 K€**

Rénovation du terrain de football d'Iloni (commune de Dembéni)

Coût prévisionnel : **600 K€**

Contribution du CD : **480 K€**

Montant consommé en 2022 : **144 K€**

Sécurisation et valorisation du site de Soulou :

Coût prévisionnel : **532 K€**

Contribution du CD : **450 K€**

Montant consommé en 2022 : **127 K€**



Appui aux collectivités

Réalisations 2022

Appui aux communes pour le développement local

- Soutien financier aux projets retenus du 1er au 5ème comité de programmation du contrat de convergence et de transformation (CCT)

Intitulé du projet	Coût du projet	Part du Conseil départemental
Réfection de la voirie communale de Bandraboua	1 000 000 €	800 000 €
Aménagement des voiries dans les villages de M'tsangadoua et Acoua	2 476 094,88 €	1 485 656,93 €
Travaux de remise aux normes du terrain de football de Mangajou	2 514 112,64 €	801 290,04 €
Gestion des eaux pluviales de Bandrélé	3 000 000 €	2 400 000 €
Caribus transport - 1ère phase du transport en commun	5 000 000 €	5 000 000 €

Planification de l'aménagement du territoire

- Contribution à l'élaboration des schémas prospectifs de planification et de cohésion du territoire menés par les services du département :
  - SAR : schéma d'aménagement régional
  - SRDTL : schéma régional de développement du tourisme et des loisirs
  - PRPGD : plan régional de prévention et de gestion des déchets
  - SDENS : schéma départemental des espaces naturels sensibles
  - SRDAM : schéma régional de développement de l'aquaculture marine
- Participation à l'élaboration du schéma du développement, de déplacements et d'aménagement du centre universitaire et de formation (SDDA CUFR) de Dembéni
- Lancement des études pré-opérationnelles du projet piloté par l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte (EPFAM) : l'aménagement urbain pour la réalisation d'une ZAC sur la région Mjini à Bandrélé

Perspectives 2023

- Redéfinition d'une stratégie d'appui aux territoires (communes, intercommunalités)
- Poursuite de l'assistance apportée à la direction des services techniques du Département dans le cadre des études et réflexions sur les projets de localisation de grands équipements et des infrastructures d'activités sportive, culturelle et économique engagées par le Département
- Accompagnement des intercommunalités dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique de solidarité territoriale et d'appui aux programmes « action cœur des villes » (ACV) et « opération de revitalisation du territoire » (ORT)

Infrastructures, routes, réseau internet

Chiffres-clés

Dépenses relatives à la construction de bâtiments publics : **55 M€** (dont 19% en application de protocoles transactionnels)

	Montant par opération	
Bâtiments	**Études**	**Travaux**
Administratif	1 830 000€	300 000 €
Sociale et médico-social	460 000 €	12 687 713€
Culturels et sportifs	4 330 930€	8 350 000 €
Autres	2 100 000€	1 044 564 €
Totaux	8 720 930€	22 382 277€

Infrastructures médicaux-sociaux

9 opérations en phase d'étude

21 opérations en cours de travaux

Infrastructure administratifs

5 infrastructures en phase d'étude

Infrastructures culturelles et sportives

15 infrastructures en phase d'étude

Autres infrastructures

4 structures en phase d'étude

3 structures en phase de travaux

Raccordement du territoire par fibre optique

Raccordement au très haut débit internet (THD) : **69 km** (dont 29 km de fibre déployée dans le sud)

2500 clients raccordés au HD et THD à Tsingoni, Tsoundzou II, Mtsahara, Majicavo, Dzoumogné, Labattoir, Sada

25 sites prioritaires reliés en FTTH dont 14 dans l'ouest

Réseau de collecte dans le sud :

5 NRA opticalisés

500 lignes éligibles à l'ADSL

Montée en débit dans le nord et Petite-Terre :

7 SR-MeD (2500 clients éligibles au VDSL)

Recettes des subventions FEDER pour le projet FTH : **870 K€**

Réalisations 2022

Ouvrages en bâtiment

- Poursuite des études relatives à aux centres de protection maternelle infantile, centres administratifs et culturels et sportifs et étude de la réhabilitation de la gare maritime de Dzaoudzi
- Rénovation et aménagement de la salle de cinéma Alpajoe, de la toiture et de l'intérieur de l'hémicycle Bamana, ainsi que le bâtiment de la délégation de Mayotte à Paris

Infrastructures routières

- Études de faisabilité relatives au projet de boulevard urbain de Mamoudzou (BUM), une nouvelle voie de contournement de Mamoudzou par les hauts (depuis le nord de Kawéni au sud Passamainty)

Réseau de télécommunications (internet haut et très haut-débit)

- Finalisation du réseau d'initiative publique fibre optique du sud de Mayotte
- Recrutement d'un expert SIG (système d'information géographique), chargé de la constitution du patrimoine numérique (architecture des bases de données géographiques, analyse et exploitation)
- Participation dans le groupe de travail sur le projet d'adressage avec les communes
- Consultation pour la délégation de service public (DSP) relative au déploiement du FTTH (« fibre optique jusqu'au domicile »)

Perspectives 2023

Ouvrages en bâtiment, infrastructures routières

- Poursuite des études relatives aux opérations de construction de batiments :
  - administratifs (les nouvelles archives départementales et C2RDS à Mroalé, le centre régional d'information jeunesse - CRIJ - de Mamoudzou, le centre de formation maritime de Pamandzi, le pôle administratif départemental de Coconi,...)
  - culturels et sportifs (gymnase, plateau couvert, piscine, stade, complexe sportifs, plateau polyvalent)
  - sociaux et médico-sociaux (les PMI de Vahibé et Passamainty, les centres médico-sociaux de Chirongui, Chiconi, Dzaoudzi-Labattoir, le centre social de Koungou et la maison des personnes âgées)

Télécommunications (internet haut et très haut-débit)

- Sélection du délégataire DSP pour le déploiement du réseau FTTH (« fibre optique jusqu'au domicile »)
- Lancement des premières commercialisations des lignes FTTO (fibre optique dédiée aux entreprises)
- Organisation du comité régional sur le numérique
- Lancement du marché de travaux d'interconnexion des sites du conseil départemental de Mayotte situés à Mamoudzou au datacenter
- Communication publique sur le HD / THD dans le sud de Mayotte
- Lancement des opérations de couverture mobile sur la RD2 et Saziley

46 456 830 €

(hors charges de personnelSTM de 13,6 M€)

Chiffres-clés

Transport scolaire

26 794 (+1,5%) élèves transportés
4 millions de kms parcourus
352 points d'arrêt
7 lots géographiques
6 lots d'exploitation
Dépenses : **42 M€** (+42%)
26 794 cartes de transport vendues pour 259 K€ de recettes



Transport interurbain

AMO organisation et gestion du réseau de transport interurbain : **362 K€**
Études de maitrise d'œuvre des **3** pôles d'échange (Coconi, Dzoumogné et Chirongui) : **423 K€**
Dépenses relatives aux études sur l'aménagement du pôle multimodal de Mamoudzou : **42 K€**

Traversée maritime Grande-terre et Petite-terre

Flotte de 5 navires disponibles :
Polé, Karihani, Georges Nahouda, Maoré

Mawa et Safari N'djema

Nombre de traversées :
5 142 396 (+5 %) passagers piétons
497 889 (+8,2 %) deux roues
467 951 (+10,2%) véhicules légers
87 604 (+18,2%) véhicules utilitaires
29 100 (+2,2%) poids lourds



Transport terrestre, liaison maritime

Réalisations 2022

Transport terrestre scolaire, collectif et occasionnel

- Adaptation aux nouvelles règles de fonctionnement des contrats, notamment sur l'organisation du plan de transport
- Renforcement de la médiation visant à la sécurisation des transports scolaires
- Vente en ligne et point relais de la vente des cartes de transports scolaires
- Réunions avec les partenaires et les forces de l'ordre sur les faits de caillassage sur les bus
- Mise en place d'un conseil de discipline au sein du réseau HALO

Transport maritime et traversée Grande-terre et Petite-terre

- Arrêt technique du Maoré Mawa, Polé et du Karihani pour une remise à niveau
- Mise en place de rotations supplémentaires pour absorber le trafic grandissant de l'aérien et de l'absence du Polé et du Karihani

Perspectives 2023

Transport terrestre scolaire, collectif et occasionnel

- Meilleur suivi de l'exécution des marchés de transports scolaires
  - Relance du marché de transport occasionnel
  - Lancement du transport du personnel des agents du conseil départemental

Transport maritime et traversée Grande-terre et Petite-terre

- Livraison et navigation de deux nouveaux navires amphidromes, Chatouilleuse et Imane
- Déploiement du système de la billettique, des équipements numériques et exploitation des fonctionalités du progiciel de gestion
- Réfection des cales passagers et amphidromes et des gares maritimes de Dzaoudzi (Ballou et Issoufali)
- Création de lignes maritimes Dzoumogné – Mamoudzou et Iloni – Mamaoudzou

214 204 €

Chiffres-clés

Port de Longoni

Redevances versées au titre de la DSP : **7 M€**

Escales commerciales

- CMA-CGM : **80**
- MSC : **17**
- CMAT : **47**
- GMC : **26**
- Autres : marine nationale, scientifiques : **11**

Nombre total d'escales de navires : **181** (trafic maritime : **+21%**)

Fréquentation du port

Porte-containers CMA-CGM: **95**
Porte-containers MSC : **17**
Produits pétroliers : **11**
GAZ : **10**
Ciment pompage : **11**
Fréquentation de **+ 12%** en juin

Navires croisières

Navires et passagers

- HANSEATIC : **191**
- MS NAUTICA : **490**

Tonnages 2022

Terminal de conteneurs : **725 540**
Terminale conventionnel : **264 724**

Gare internationale de Dzaoudzi cabotage régional : +23%

Nombre d'escales : **401** (+22%)

Embarqués : **48 084** passagers (+41%)
Débarqués : **23 051** passagers (+147%)
Droits de port acquittés / recettes : **73 383 €** (+23%)

Aménagement, exploitation des ports

Réalisations 2022

- Travaux de réparation et de réhabilitation du quai n°1 (Port de Longoni)
- Nouvelle tentative de conciliation, avec le délégataire du port de Longoni (Mayotte Channel Gateway), notamment sur l'utilisation des grues et des portiques RTG, et le paiement des redevances
- Organisation de plusieurs réunions des instances prévues dans le cadre de la DSP du port de Longoni (conseil portuaire, comité technique de coordination, commission financière, commission de remorquage portuaire)

Perspectives 2023

- Réflexion portant sur la gouvernance future du Port de Longoni
- Suivi de l'exécution de la DSP de Longoni et des ports de plaisances
- Recrutement, formation et assermentation d'auxiliaires de surveillance portuaire et des agents chargés des visites de sûreté portuaire (ACVSP)
- Recrutement du responsable sûreté sécurisation portuaire et des quais de remplacement
- Poursuite des opérations de réhabilitation du quai n°1, ainsi que des travaux d'entretien du quai n°2, du quai de servitude et du terminal pétro gazier (port de Longoni)
- Mise en œuvre des recommandations déclinées dans les plans de sûreté et sécurité portuaire, notamment le marché relatif à la vidéosurveillance et la radiocommunication
- Adaptation et application de la tarification d'occupation du domaine public des ports de plaisance



Biodiversité, transition écologique et énergétique

10 214 433 €

Chiffres-clés

Entretien du domaine public fluvial

Coût des interventions : **1 M€**
6 chantiers d'interventions :

- Rivière Anyakaoué
- Moircacha à Sada
- Cours d'eau Mro Maevatana
- Haboutsi à Mstamboro
- Rivière Mroalé à Tsingoni
- Rivière Longoni à Koungou

Domaine fluvial à Miréréni :

200 participants
600 m de linéaires nettoyés
300 litres de déchets ménagers retirés
42 m³ de bois débités

	Secteur Ouroveni haut	Secteur Ouroveni bas
Nombre de chantier nettoyés	6	6
linaires nettoyés	1130 m	202 m
Surface nettoyés	3575m²	1430 m²
Déchets ménagers	12,3 m3	12,35 m3
Bois débités	23 m3	68,8 m3
Déchets verts enlevés	428 m3	1109 m3

Sensibilisation à l'environnement

- **2 444** personnes touchées par nos actions
- **132** 'interventions :
- **433** élèves d'élèves sensibilisés
- Eco exemplarité : **218** agents sensibilisés au CD
- **1719** personnes touchées sur la Journées thématiques
- **74** animateurs formés durant l'année

Réalisations 2022

Gestion des ressources en eau, des déchets et du patrimoine naturel

- Lancement du programme de sensibilisation « Watty » à l'économie d'eau et d'énergie avec la participation des écoles dans les villages
- Continuité de la mise en œuvre du schéma d'entretien et de restauration des rivières de Mayotte (SERRM) sur l'ensemble du domaine public fluvial géré par le Département
- Repérages de multiples zones d'interventions
- Réalisation de travaux d'entretien, d'aménagement et de plantation sur les deux espaces verts en zone urbaine gérés par le Département (jardin botanique de Coconi et parc Mahabou de Mamoudzou)
- Suivi de la flore, présence régulière et entretien des quatre sites du conservatoire du littoral (les pointes et les plages de Saziley-Charifou, la vasière des Badamiers, le Lac Karihani et les cratères de Petite-Terre)

Sensibilisation à l'environnement, préservation de la biodiversité

- Mise en place d'actions sur les pointes et plages de Saziley-Charifou par l'entretien et la restauration des sentiers
- Organisation de classes découvertes à destination des élèves du primaire
- Mise en place d'actions de formation et des ateliers à destination des agents
- Organisation d'animations sur les thématiques de l'environnement dans le milieu scolaire, les manifestations publiques et les formations

Énergie renouvelable

- Suivi de l'étude sur le programme géothermique de Mayotte
- Diagnostic énergétique et thermique d'un projet de construction ou de rénovation des bâtiments industriels de Mayotte
- Étude marketing des offres de maîtrise de la demande en énergie
- Marché à bon de commande de la campagne de communication des offres Hodari du comité MDE
- Mise en place du programme SEIZE (sensibilisation aux economies d'énergie des entreprises et collectivités des iles et zones non interconnectées au réseau électrique métropolitain)
- Mise en place et accompagnement des programmes de certificats d'économie d'énergie sur le territoire : CLIM'ECO, BUNGALOW, OMBRE, ECCO DOM
- Campagne de subventions relatives aux installations de panneaux photovoltaïques pour l'autoconsommation individuelle

Electrification rurale

- Travaux de l'électrification rurale de trois communes du nord (Mtsangamouji, Mtsamboro, Acoua)



Energie renouvelable

- Etude sur le programme géothermique à Mayotte : **550 K€**
- **150** installations de chauffe-eau solaire pour un montant de **120 K€**

Travaux d'électrification rurale

Dépenses : 7 M€

- **9 km** câbles extension de réseau électrique
- **6** postes de transformateurs type PAC installés



Perspectives 2023

Gestion des ressources en eau, des déchets et du patrimoine naturel

- Poursuite de l'entretien du domaine public fluvial et renforcement de la lutte contre les infractions et les incivilités dans les cours d'eau
- Lancement de l'appel à projet pour la réalisation de structure de réemploi et de réparation
- Création d'un observatoire déchets et économie circulaire afin de quantifier les différents flux de déchets dans l'environnement.
- Révision du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)
- Sensibiliser les agents du conseil départemental sur les actions visant à économiser l'eau, l'électricité et à réduire leurs déchets sur leurs lieux de travail

Sensibilisation à l'environnement, préservation de la biodiversité

- Renouvellement des actions de sensibilisation de la population à l'environnement : création d'outils pédagogiques, animation scolaire, classes découvertes, manifestations environnementales
- Impulser la démarche d'éco-exemplarité au sein de la collectivité départementale : mise en place du tri des déchets
- Poursuivre l'entretien du domaine public fluvial
- Suivre les préconisations du schéma d'entretien et de restauration des rivières (SERRM)
- Accompagner les intercommunalités dans la réalisation de chantier de restauration

Énergie renouvelable

- Poursuite de la campagne et le suivi des installations afin d'améliorer l'offre du département
- Continuité d'accompagnement et apport d'aides aux particuliers dans le dispositif « développement des chauffe-eaux solaires »
- Suivre la campagne des forages explorateurs avec Albioma
- Continuation de la campagne de subventions et de suivi des installations photovoltaïques pour l'autoconsommation individuelle
- Déploiement du programme service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) pour une durée de deux ans



SOLIDARITÉ, ENFANCE ET SANTÉ

57 208 038 €

(hors charges de personnel ASE et PMI de 39,4M€, déjà intégrées dans RH)

Personnes en situation de handicap

Personnes âgées

Assistance sociale, aide au logement

Insertion des bRSA, des jeunes

Médiation et cohésion sociales

Aide sociale à l'enfance

Protection maternelle et infantile, santé

Chef de file en matière d'intervention sociale, le Conseil départemental s'inscrit dans une volonté forte de développement des logiques de partenariat avec l'Etat, les communes et les structures associatives afin de renforcer la cohésion sociale dans le territoire.

Dans cette dynamique de solidarité, l'action départementale envers les personnes âgées et en situation de handicap s'appuie sur les centres communales d'action sociale pour mieux toucher les familles.
A cet égard, le décret 2020-1518 du 04/12/2020 relatif à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) permet l'application à Mayotte du taux d'invalidité compris entre 50% et 79%.

De plus, dans le cadre de la politique de lutte contre l'habitat indigne, un fonds de solidarité est mis en place pour faciliter l'accès au logement et à l'hébergement à destination des ménages les plus fragiles.

L'amélioration de la qualité de service pour les compétences dévolues au Département en matière d'aide sociale à l'enfance, puis de protection maternelle et infantile, impactées fortement par l'évolution démographique du territoire, est subordonnée particulièrement à la réévaluation des dotations de l'Etat.

Le conseil départemental contribue enfin à la prévention et la médiation sociale pour créer davantage de lien social.

811 863 €

Chiffres-clés

850 personnes en situation de handicap accueillies dans les UTAS

5 316 (-28%) personnes ayant au moins un droit ouvert à la MDPH

1 822 dossiers réceptionnés à la MDPH

dont :

57 % usagers de moins de 20 ans

- 845 premières demandes
- 946 renouvellements
- 31 recours

129 bénéficiaires d'aides humaine et technique

dont 23 à la parentalité

6 833 demandes instruites sur 6 893 déposées à la MDPH

dont 6 476 décisions de la commission

Bénéficiaires des prestations

- **1 149** (+9%) bénéficiaires de l'AAH
- **223** (-15%) bénéficiaires du CPR
- **1 331** (+13%) bénéficiaires de l'AEEH
- **591** (+61%) bénéficiaires de la PCH

Orientations des personnes

2210 personnes orientées vers un service médico-social

dont 1690 enfants et 520 adultes

330 orientations professionnelles

1432 jeunes en orientation scolaire

1539 personnes reconnues en qualité de travailleur handicapé (RQTH)

337 élèves handicapés aidés

Carte mobilité inclusion

- **286** CMI mention invalidité
- **117** CMI mention priorité
- **193** CMI mention stationnement

Personnes en situation de handicap

Réalisations 2022

Accueil et suivi par les unités territoriales d'action sociale - UTAS

- Distribution de bons alimentaires aux plus nécessiteux (paniers de produits de première nécessité et chèques alimentaires) en collaboration avec les partenaires (centres d'action sociale, associations de proximité)
- Suivi des dossiers et des mesures mises en place pour les personnes en situation de handicap : allocation aux adultes handicapés (AAH), complément de ressources (CPR), allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), prestation de compensation de handicap (PCH)
- Accompagnement des personnes à l'accès aux droits (insertion sociale et professionnelle, allocation familiale, sécurité sociale, régularisation administrative, logement, scolarisation d'enfant, mobilité)

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)

- Mise en place de la gestion électronique de document interconnecté avec le logiciel IODAS et le téléservice permettant les demandes et les consultations en ligne
- Déploiement du flux CAF et les flux avec pôle emploi permettant la dématérialisation des échanges et l'actualisation des statuts des dossiers des usagers sur pôle emploi
- Mise en place des formations professionnelles et qualifiantes des agents pour la prise en compte de la politique du handicap, des évolutions législatives et de l'accompagnement des établissements publics
- Déploiement d'antennes de la MDPH à Dembéni et la mise en place d'une permanence dans la maison France services de Petite-Terre et de Hamjago

Perspectives 2023

Accueil et suivi par les unités territoriales d'action sociale

- Continuité des actions à destination des personnes les plus vulnérables

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)

- Déploiement du dispositif national des ambassadeurs d'accessibilité par la contractualisation de volontaires en service civique avec l'objectif de sensibiliser les communes et établissements publics
- Mise en place d'un plan pluriannuel de formations des agents
- Ouverture d'une antenne MDPH à Petite-Terre et dans les maisons France Services pour le développement d'un service à proximité
- Mise en œuvre du dispositif de la RATP (réponse accompagnée pour tous) au profit des usagers en rupture de parcours
- Déploiement d'un plan de communication sur l'évolution des droits et les modalités pour y accéder et un tutoriel sur la mise en place du téléservice
- Développement du fonds départemental de compensation du handicap (FDCH)

20 688 505 €

Chiffres-clés

2 194 (+64%) **bénéficiaires de l'APA**

APA payée : 20,6 M€ (+20%)

dont :

facturation des prestataires : **19 M€**

APA versée aux bénéficiaires pour emploi direct : **482 K€** (+1,3%)

Actions en faveur des personnes dépendantes

Subventions octroyées à 6 structures : **552 K€**

27 actions soutenues

Maltraitance signalée

Antenne ALMA 976 allô maltraitance :

n° appel : 0800000976

93% de personnes âgées suivies

7% de personnes en situation de handicap suivies

Personnes âgées

495 entretiens téléphoniques

dont :

40% liés à la maltraitance financière

33% liés à la violence (psychologique, sexuelle physique)

27% liés à des négligences

Personnes en situation de handicap

33 % liés à la maltraitance financière

33 % liés à la violence (physique, psychologique)

22% liés à une privation de citoyenneté

12% liés à des négligences

Accueil familial

8 familles agréées pour une capacité d'accueil de 17 places

10 accueillis dont 8 personnes âgées et 2 personnes en situation de handicap

Personnes âgées et dépendantes

Réalisations 2022

Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

- Traitement des demandes de l'APA, pour une aide humaine à domicile
- Accompagnement des personnes vulnérables et parfois en fin de vie dans la vie quotidienne (évaluation de l'autonomie, lutte contre la maltraitance)
- Mise en place de mandataires judiciaires
- Constitution des dossiers d'APA et APA d'urgence en étroite collaboration avec le CCAS

Autres aides à la personne dépendante

- Ouverture d'un compte pour les cartes mobilité inclusion (CMI) afin de faciliter le déplacement des personnes en perte d'autonomie
- Création d'une petite unité de vie (PUV) pour ceux ne pouvant pas ou ne voulant plus vivre chez eux, mais souhaitant éviter la vie en collectivité

Perspectives 2023

- Adoption et mise en œuvre d'un nouveau schéma départemental de l'autonomie
- Création, en lien avec l'agence régionale de santé, d'EHPAD, d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) et la mise en place de petites unités de vie (PUV)
- Réponse à l'appel à projet pour la création d'une résidence dans le cadre du dispositif national IDRA (initiative pour le développement des résidences d'autonomie)
- Réflexion sur la création d'une maison départementale de l'autonomie, un guichet unique en matière d'accueil, d'information, de conseil, d'orientation, voire d'instruction des demandes d'aide, d'évaluation des besoins au profit des personnes agées et des personnes en situation de handicap



Aides octroyées

6 bénéficiaires d'aide sociale départementale

6 bénéficiaires de logement social

12 bénéficiaires de l'allocation mensuelle

2 bénéficiaires de secours exceptionnel

316 bénéficiaires de bons alimentaires

48 bénéficiaires de RSA

4 624 946 €

Chiffres-clés

Contrat local de santé

3 contrats locaux de santé signés avec **3** communes

Acoua : **30 K€**

Bandrélé : **30 K€**

Mamoudzou : **20 K€**

Épicerie solidaire

Subventions octroyées : **500 K€**

dont :

411 K€ en fonctionnement

88 K€ en investissement

4 projets retenus portés par **4** structures

Participation de l'Etat : **140 K€** / épicerie

198 foyers touchés pour **905** bénéficiaires

Panier moyen par foyer : **41,5€**

Programme départemental d'insertion sociale

Subvention aux communes et structures intercommunales : **923 K€**

16 actions financées

dont :

10 portées par le département

Frais d'inhumation : **158 K€**

344 bénéficiaires d'aide exceptionnelle (secours d'urgence, rapatriement de corps, allocation) pour **850 K€**

Aide au logement

32 bénéficiaires du FASAAL pour un coût de **521 K€**

40 (+135%) bénéficiaires de l'aide à la pierre pour un coût de **544 K€**

Aide à l'accès et au maintien au logement : **119 K€**

442 (+183%) bénéficiaires du FSL pour un coût de **272 K€**



Assistance sociale, aide au logement

Réalisations 2022

Insertion et accompagnement social

- Validation de contrat local de santé (CLS) avec l'agence régionale de santé et des communes de Mayotte pour la réalisation d'actions spécifiques selon le territoire
- Expérimentation du dispositif de l'épicerie solidaire, à destination des personnes vulnérables
- Financement de diverses actions dans le cadre du programme départemental d'insertion (PDI) 2014-2022

Aide au logement

- Traitement des demandes dans le cadre du fonds d'aide sociale à l'amélioration et l'adaptation du logement (FASAAL), de l'aide à la pierre et du fonds de solidarité pour le logement (FSL)

Nature de l'aide	2021		2022	
	Nombre de bénéficiaires	Coût	Nombre de bénéficiaires	Coût
Travaux d'amélioration du logement – FASAAL	16	204 663€	32	520 871 €
Travaux de construction ou de réhabilitation de logement – aide à la pierre	17	93 121 €	40	543 967 €
Aide financière pour régler les impayés de factures (électricité, eau, téléphone,...)	156	96 368 €	442	271 900€
Total	**189**	**394 152 €**	**514**	**1 336 738 €**

Perspectives 2023

Insertion et accompagnement social

- Déploiement du CLS, notamment par la mobilisation des unités territoriales d'action sociale
- Bilan de la mise en œuvre du programme départemental d'insertion 2014-2022

1 832 009 €

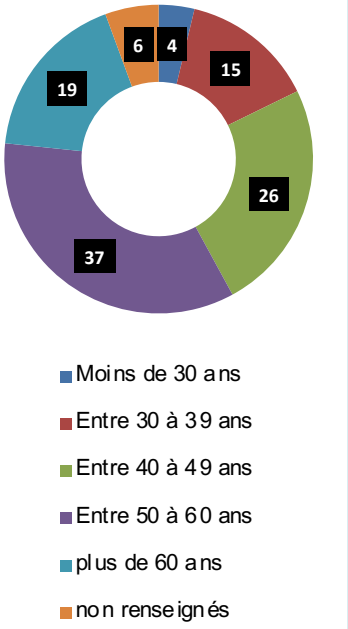
Chiffres-clés

Bénéficiaires du RSA à Mayotte

4 140 (-6%) allocataires

Accompagnement des BRSA

Dépenses relatives
à l'insertion des bRSA : **1,8 M€**
dont contrats PEC : **440 K€**
107 bRSA accompagnés
6 sites d'accueil bRSA
124 contrats d'engagement réciproques sur le territoire



Fonds de développement social

Apport financier du conseil départemental : **1,4 M€**

Insertion des publics bRSA et jeunes

Réalisations 2022

Accompagnement des BRSA

- Accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active (bRSA) vers l'insertion socio-professionnelle au travers des contrats d'engagement réciproques et de contrats PEC
- Accompagnement du public en situation de handicap vers le développement de compétences dans le milieu professionnel
- Lancement d'un marché afin de garantir une formation permettant l'insertion professionnelle des jeunes bRSA
- Mise en place de partenariat notamment avec l'Etat, les centres communaux d'action sociale
- Déploiement d'outil métier nécessaire à l'amélioration de la qualité l'accompagnement des usagers

Fonds de développement social (FDS)

- Contribution, avec l'Etat, au fonds de développement social (FDS) visant à améliorer le financement de structures et de projets dans les domaines du soutien à la parentalité, de l'insertion, de l'éducation et de la prévention sanitaire, des dispositifs d'accueil de la petite enfance, de l'offre culturelle et de loisirs ou des services à la personne

Secteur d'activités	Montant
Appui aux organismes de formation	1 M€
Offre éducative	375 K€
Insertion par l'activité économique	720 K€
Prévention sanitaire et sociale	118 K€
Centres communaux d'action sociale	600 K€
Aide alimentaire	60 K€
Appui à la création d'entreprise (obtention des cofinancements des projets)	127 K€
Total	**3 M€**

Perspectives 2023

Accompagnement des bRSA

- Mettre en place un fonds d'urgence d'accompagnement des jeunes
- Recrutement d'un assistant social et d'un psychologue afin de développer les actions sociales
- Développement des actions de prévention santé au travers d'un partenariat
- Instruction des actions de formation en faveur des bRSA en contrat PEC

52 555 €

Chiffres-clés

18 bureaux de cadis

Médiation sociale

Consultation des cadis selon les thématiques	2021	2022
Requêtes	374	764
Débats	258	406
Attestation mariage, célébration	126	294
Attestation divorce, répudiation	116	236
Délégation autorité parentale	19	51
Tutelle	28	23
Certificat d'hérédité	32	46
Médiation, conciliation	610	396
Pension alimentaire	24	45
Acte de donation	9	187
Succession de partage	0	3
Demande de renseignement, orientation, conseil	1555	2848
Enregistrement des actes	224	
Accompagnement moral, éducatif	231	241
Accompagnement moral EVASAN (ASCA/AMALCA)		10
Accompagnement administratif	313	49
Attestation de conversion à l'islam	3	3
Jugement supplétif, attestation de vente, copie intégrale		21
Convocation		372
Autre	1086	732
Total	**6635**	**6706**

8 391 (+24%) personnes accueillies par le conseil cadial dont :

- **1 759** au bureau du grand cadi
- **963** au bureau cadi de Passamaïnty
- **646** au bureau de cadi de Mtsamboro
- **617** au bureau de cadi Chiconi
- **600** au bureau de cadi de Ouangani
- **536** au bureau de cadi de Dembéni
- **468** au bureau de cadi de Dzaoudzi-Labattoir

Partenariat

- **141** structures accompagnées
- Subventions versées aux associations organisatrices du pèlerinage à la Mecque : **37 K€**

Médiation et cohésion sociales

Réalisations 2022

Médiation sociale

- Accueil, étude des requêtes et des diverses autres sollicitations, puis conseil cadial

Partenariat et étude

- Partenariat avec la mairie de Mamoudzou, en vue de recenser les mosquées et les madras, participer à la mise en place d'un comité de sage, et éclairer sur les rites inhérents à la gestion des cimetières de la commune
- Partenariat avec la commune de Bandrélé, en vue de participer à des réunions mensuelles du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), réaliser des visites à domicile pour sensibiliser sur le comportement des enfants à l'école
- Partenariat avec d'autres communes : Tsingoni, Pamandzi, Koungou, Mtsamboro, etc.
- Partenariat avec les associations ACFAV (association pour la condition féminine et aide aux victimes), l'ASCA (association des soignants contre le cancer) et l'AMALCA (association maoraise de la lutte contre le cancer), pour un accompagnement moral et un shidjabou dans le cadre d'une évacuation sanitaire (EVASAN)
- Soutien à des orphelins par une aide alimentaire
- Sensibilisation sur les enjeux du droit local à Mayotte dans le cadre d'un colloque dédié en Guyane
- Aide à l'encadrement sanitaire dans le cadre de l'organisation de pèlerinage à la Mecque

Dialogue des cultes inter-religieux

- Rencontre socioculturelle intergénérationnelle dans la commune de Kani-kéli

Perspectives 2023

- Equipement d'outils informatiques
- Modernisation des outils de communication (création d'un site internet, d'un numéro vert pour les personnes en détresse)
- Elargissement du partenariat avec des structures
- Réfléxion sur la mise en place de fonds de dotation pour la zakat



17 581 780 €

(hors charges de personnel de 25,5 M€)

Chiffres-clés

C.R.I.P

2 245 informations préoccupantes et signalements

1 243 dossiers évalués

Service de prévention en milieu ouvert et à domicile

990 enfants suivis

dont :

537 en AEMO

419 en AED

18 en AEMO/TDC

15 en TDC

1 en tutelle

173 propositions AED non-contractualisées

Placement

234 familles d'accueil (assistants familiaux)

1 140 enfants placés

dont **961** mineurs placés en familles d'accueil

963 enfants en cours de placement

757 enfants entrés

495 enfants sorties

12 jeunes accueillis en apaisement

Participation à **6** opérations de décasage (Loi Élan)

20 LVA et **2** MECS autorisés

12 mineurs et jeunes majeurs suivis par le service adoption dont :

5 bébés âgés de 0 à 2 ans

7 enfants âgés de 5 ans et plus, dont 2 pupilles de l'Etat en situation de handicap

1 adoption simple d'une fratrie

4 adoptions plénières

14 candidats inscrits à l'adoption

ODPE

46 partenaires

142 rencontres partenariales

Aide sociale à l'enfance

Réalisations 2022

Cellule de recueil de l'information préoccupante (CRIP)

- Traitement et évaluation des différentes alertes réceptionnées
- Contribution dans le cadre de la loi Elan aux opérations de démolition de bangas
- Rencontres partenariales sur la sensibilisation de la protection de l'enfance

Prévention et actions rattachées

Action éducative en milieu ouvert et à domicile (AEMO et AED)

- Poursuite de la prise en charge des mineurs confiés et accompagnement des familles

Placement

Enfants accueillis par les assistants familiaux

Enfants placés dans des structures dédiées

- Augmentation des jeunes placés en dispositifs d'hébergement d'urgence
- Accroissement des demandes d'admission en structure
- Mise en place d'accompagnement avec les jeunes et les référents

Adoption (loi du 22 février 2022 sur la réforme de l'adoption)

- Rencontre de divers candidats à l'adoption et traitement des demandes

Observatoire départementale de la protection de l'enfance (ODPE)

- Validation du schéma départemental enfance et famille 2022-2027
- Mise en place d'un groupe de travail sur les mineurs non accompagnés
- Participation aux évènements nationaux sur la protection de l'enfance
- Convention de formation professionnelle e-learning avec RegardePsy

Perspectives 2023

- Adaptation des moyens humains et matériels existants afin de pallier à l'augmentation des besoins en effectif et de répondre aux besoins d'accompagnement éducatif important
- Augmentation de l'effectif des assistants familiaux pour régulariser la surcharge en famille d'accueil ,et développement de divers modes d'accueil
- Mise en place d'une fiche signalétique et réalisation d'un guide de l'accueil familial à destination des familles biologiques
- Consolidation de l'accompagnement des pupilles de l'Etat en vue d'une adoption rapide
- Mise à disposition d'outils nécessaires aux jeunes favorisant l'accès à la formation
- Renforcement des effectifs des candidats par la multiplication et la réduction des délais d'évaluation
- Création d'un site internet de l'ODPE

Protection maternelle et infantile

11 616 380 €

(hors charges de personnel de 13,9 M€)

Chiffres-clés

10 730 (+1,2%) enfants nés en 2022 à Mayotte

Vaccins et sérums : 1,5 M€

Honoraires médicaux et paramédicaux : 1,5 M€

Frais de gardiennage : 608 K€

Subventions versées : **795 K€**

Consultation en centres de PMI

17 centres de PMI à Mayotte

26 181 (-0,4%) consultations effectuées pour les femmes dont :

9 557 pour la première fois

53% dans le grand Mamoudzou

19 099 (+73%) liées à la grossesse

5 390 (+21%) liées à la contraception

1 027 femmes vaccinées en PMI

32 966 consultations pour les enfants de 0-6 ans dont :

40 % dans les centres de PMI du grand Mamoudzou

46 885 doses de vaccins injectées

4 661 échographies réalisées

Consultations médico-sociales

338 patients consultés par la conseillère conjugale dont :

314 femmes

185 pour des conflits conjugaux

86 pour des conflits familiaux

Psychologue clinicienne

5 140 entretiens cliniques dont :

28% pour des motifs de violence conjugale

37% pour des problèmes liés à la grossesse

9% pour des difficultés relatives au lien mère-enfant

Couverture sociale des femmes suivies en PMI

94% sans couverture sociale

Contraception

911 pilules oestroprogestatives

2 163 pilules micro-progestatives

1 176 implanons posés

148 implanons retirés

Réalisations 2022

Activités courantes et transversales

- Organisation de la semaine de la petite enfance
- Ouverture du premier lieu d'accueil enfants parents (LAEP) à Bandrélé
- Mise en place de nouvelles règles de recrutement des professions en tension (médecins, sages-femmes,...)
- Utilisation du progiciel de gestion des activités de PMI « Horus »
- Ouverture de la nouvelle PMI de Kani-Kéli
- Finalisation des fiches-actions du schéma directeur de la PMI
- Convention avec la caisse de sécurité sociale de Mayotte (CSSM) pour le remboursement des consultations et des actes médicaux
- Consultations de contraception des adolescentes dans les locaux des CCAS

Actions partenariales

- Formation à destination des professionnels médico-sociaux, sur les thématiques de l'échographie, du cancer de l'iutérus et du dépistage du cancer du sein

Suivi de la femme

- Consultation et suivi des femmes enceintes, réalisation des échographies de datation de grossesse
- Mise en place de groupe « femmes enceintes » dans les centres de PMI

Suivi de l'enfant

- Consultation, vaccination et assistance maternelle des enfants de 0-6 ans

Perspectives 2023

- Adoption du schéma directeur de la PMI 2023-2027
- Déploiement de l'outil de gestion Horus sur l'ensemble des centres de PMI
- Mise en place de la messagerie sécurisée en santé
- Ouverture de nouveaux centres de PMI à Dzoumogné, M'tzamboro et Koungou
- Amélioration de la qualité des prestations aux enfants de moins de 6 ans par l'ouverture de LAEP supplémentaires
- Renégociation davec la CSSM des taux de remboursement des vaccins, des examens de laboratoire et des médicaments prodigués par la PMI



SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE

135 354 101 €

Sport, jeunesse et vie associative

Culture, lecture

Archives

Musée et patrimoine de Mayotte

L'action du conseil départemental au profit des jeunes et de la pratique du sport se caractérise par la construction et la modernisation des équipements sportifs.

En effet, Mayotte se prépare à accueillir un grand évènement sportif majeur : les Jeux des îles de l'océan indien de 2027.

Le sport de haut niveau se conjugue avec des équipements adaptés (piscine, gymnase, dojo, base nautique, etc) pouvant recevoir des compétitions de dmimension internationale.
Des équipements sportifs de qualité pour lesquels la collectivité s'est engagée à produire.

Pour contribuer au développement de la culture, à la valorisation du patrimoine et de l'identité mahoraise, le conseil départemental construit, réhabilite des infrastructures culturelles (centre culturel et de production artistique, musée de Mayotte, salle de cinéma, médiathèques, etc.) et renforce l'accès à la connaissance.

5 602 076 €

Chiffres-clés

Volet sport

6 sites et équipements sportifs gérés

Ligues et comités : **800 K€**

Plan d'activités jeunesse et sport : **5 M€**

Soutien aux mouvements sportifs : **1 M€**

Appui à l'excellence sportive : **800 K€**

43 écoles de sports à Mayotte

4 écoles multisports

Pour le sport au premier degré :

43 K€ octroyés à l'USEP (union sportive de l'enseignement du premier degré)

7 éducateurs mis à disposition, dont :

- 1 au Scola rugby (2 000 jeunes)
- 2 à l'école de foot (200 jeunes par semaine)
- 4 à l'UNSS (9 000 jeunes)

Pour le sport au collège :

85 K€ octroyés à l'UNSS

16 sections sportives, dont :

3 en rugby
2 en handball
5 en football
2 en athlétisme
1 en karaté
1 en basket-ball
1 en kick-boxing
1 en judo

Aide à la création de la section d'excellence sportive à Cavani : **90 K€**

Volet jeunesse et animation socio-éducative

11 associations de jeunesse subventionnées à hauteur de **71 K€**

Dispositif FONJEP :

31 postes créés et **52** structures accompagnées à hauteur de **502 K€**



Sport, jeunesse et vie associative

Réalisations 2022

Développement sportif

- Gestion des équipements sportifs (terrain synthétique de Cavani, stade de football de Chiconi, centre d'hébergement « Abdallah Mamy », gymnases de Labattoir, de Pamandzi et de Cavani)
- Adoption d'un plan d'activités dans le domaine de la jeunesse et des sports
- Convention de formation des BPJEPS APT pour devenir animateur et éducateur sportif
- Intégration au programme partenarial sport santé bien-être et sport handicap
- Sensibilisation aux violences sexuelle et sexiste dans le domaine sportif
- Soutien à des événements de randonnée « l'hippocampe trail (73 km), le trail des amis (30 km) », dans le cadre du sport nature
- Création de l'office départemental du sport

Excellence sportive

- Attriburion d'aides aux jeunes talents mahorais (JTM) dans diverses disciplines
- Ouverture de la section d'excellence sportive à Cavani
- Mise en place d'un partenariat avec la ligue mahoraise de football pour la section d'excellence sportive football hébergé au centre Abdallah Mamy

Subvention générale des ligues et comités

- Attribution de subventions aux ligues sportives de Mayotte (volley-ball, handball, football, kick-boxing, tennis de table, taekwondo, basketball, haltérophilie)
- Attribution de subventions aux comités départementaux de sport (judo, rugby, tennis, aïkido et budo, pétanque)
- Attribution de subventions aux structures territoriales sportives (APSL, CROS, UFOLEP, UNSS, USEP)

Jeunesse et animation socio-éducative

- Contribution au financement du fonds national de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP)

Perspectives 2023

Développement sportif

- Mobilisation des acteurs concernés par les équipements sportifs
- Finalisation du schéma de développement des sports et du schéma directeur des équipements sportifs
- Mise en service de l'office départemental du sport
- Conventions d'objectifs et de moyens relatives au foot à l'école, et à la section sportive scolaire Handball féminin au lycée de Tsararano

Échanges sportifs régionaux

- Préparation des athlètes et participation aux jeux des îles de l'Océan Indien 2023 à Madagascar

Jeunesse et animation socio-éducative

- Création d'un nouveau fonds de développement des associations
- Réflexion sur un observatoire de la jeunesse

Culture, lecture

Chiffres-clés

Valorisation de la culture

13 formations

Subventions versées : **135 K€**

88 300 documents en collection de fonds local Mayotte et régional

14 contes colléctés

200 fiches illustrées sur les plantes nouricières de Mayotte

199 personnes touchées par les JEP

116 personnes touchées par les JNA

Office culturel départemental

Contribution à l'OCD : **700 K€**

dont fonctionnement (hors ressources mises à disposition) : **500 K€**

Communication :

en live et souvent en direct sur les réseaux sociaux et pages Facebook de :

- Office culturel départemental
- Conseil départemental de Mayotte
- Délégation de Mayotte à Paris
- Délégation de Mayotte à la Réunion
- Voix des Outre-Mer
- Medias locaux

Développement de la lecture

1 bibliothèque départementale

25 bibliothèques-médiathèques municipales

2 bibliothèques municipales

2 bibliothèques centre documentaire dans les établissements scolaires

Commande de mobiliers : **67 K€**

2 bibliobus

Achat de livres : **40 K€**



Réalisations 2022

Gestion et valorisation de la culture

- Mise en place de la campagne « trésor de l'oralité », un projet de collecte de récits de tradition orale
- Projet de collecte réalisée sur le visage du coco, sur la pratique du shoni
- Organisation de la 7eme édition des JNA (journée nationale de l'architecture) et des JEP (journée européenne du patrimoine), à l'occasion desquelles une transcription et une traduction des récits récoltés en trois langues sur écran numérique, puis une exposition sur les plantes nourricières de Mayotte sont réalisées.
- Recherche sur la poterie à Mayotte
- Lancement du dispositif mila-pass (passeport culturel) et agenda culturel

Événements culturels et accompagnement artistique

- Ouverture de la salle renovée de cinéma Alpa Joe à Mamoudzou
- Acquisition de mobilier et d'autres équipements
- Organisation de différents événements sur l'ensemble du territoire : les scènes ouvertes, le concours voix des Outre-mer, la 2ème édition du festival de Mayotte, la 14ème édition du Festival des Arts traditionnels de Mayotte avec la commémoration de l'abolition de l'esclavage le 27 avril 2022
- Acquisition et réception du matériel scénique et audiovisuel

Développement de la lecture publique

- Création d'un service et des espaces publics numériques
- Achèvement de la réhabilitation de la bibliothèque départementale de prêt
- Inventaire et tri des ouvrages en vue de les remplacer par des plus récents répondant aux attentes du public
- Développement des sites internet des bibliothèques/médiathèques de Mayotte pour l'accès aux collections des documents
- Acquisition d'un nouveau véhicule bibliobus

Perspectives 2023

Gestion et valorisation de la culture

- Renforcer la communication sur les actions dans les réseaux sociaux
- Poursuivre les projets d'enquêtes entamés sur les plantes nourricières, ainsi que celui sur les récits de tradition orale
- Lancer le marché sur le schéma de la culture et du patrimoine de Mayotte

Événements culturels et accompagnement artistique

- Organisation de la 3ème édition du salon du Livre
- Publication de l'agenda culturel de l'année 2023 (FATMA, scènes ouvertes,...)

Développement de la lecture publique

- Formalisation des partenariats avec les communes pour la tournée de bibliobus
- Achat d'un second bibliobus équipé de borne wifi
- Relance du projet de prêt direct mensuel avec les écoles

Archives départementales

Chiffres-clés

Suivi de l'archivage dans les administrations

15 agents formés en archives
6 stagiaires reçus
3 versements d'archives
dont :

50 ml d'archives de la DASS
13,36 ml de la DCSJS
0,2 ml de déclaration de revenus
431 ml (+10%) d'archives éliminées

Communication, diffusion et valorisation

34 expositions
89 personnes à la Journée européenne du patrimoine

Activité pédagogique avec les écoles

Intervention dans 4 écoles
631 élèves touchés
34 expositions prêtées

Visite des archives départementales

10 groupes
105 participants

Salle de lecture

90 lecteurs
126 séances
375 documents communiqués

Réalisations 2022

Traitement des fonds d'archives

- Archives contemporaines
  - Traitement des archives réceptionnées
  - Mise à jour des instruments de recherche
- Service de la bibliothèque et des fonds iconographiques
  - Achat d'ouvrages afin d'enrichir les collections de la bibliothèque
  - Mise à jour de l'instrument de recherche du Fi (fonds iconographiques)
  - Partenariat avec l'icothèque historique de l'océan indien (IHOI), et le phonothèque historique de l'océan indien (PHOI)
- Service des archives orales
  - Début du traitement des archives radio de la station Mayotte la Première
  - Collecte sur les instruments de musique de Mayotte, en collaboration avec le Musée de Mayotte, le pôle régional des musiques actuelles de la Réunion
  - Réalisation d'une vidéo sur l'usage des plantes médicinales à Mayotte

Valorisation des fonds d'archives, publication de revues

- Organisation de la commémoration de l'abolition de l'esclavage et de la journée européenne du patrimoine
- Participation à la commémoration de la semaine internationale des archives
- Réalisation de diverses expositions, notamment #CestNotreHistoire

Perspectives 2023

Traitement des fonds d'archives

- Accompagnement des producteurs d'archives
- Suivi de l'archivage dans les administrations et incitation aux éliminations règlementaires
- Collecte de documents et témoignages sur le sport et sur l'histoire de la radio à Mayotte

Valorisation des fonds d'archives

- Réalisation de fiches pédagogiques
- Réalisation de capsules audio et vidéo sur l'esclavage et la vie quotidienne durant les deux guerres mondiales, puis sur l'artisanat local
- Rédaction de fiches pour une encyclopédie jeunesse sur Mayotte



Musée et patrimoine de Mayotte

Chiffres-clés

20 enquêtes

84 nouveaux objets de collection dont :

15 objets dans le domaine des Beaux-arts (sculptures de Loiy Abdallah et l'aquarelle)

22 cassettes audio

5 objets sur l'apiculture

9 sur la vie quotidienne à la fois spirituelle

7 sur la navigation (immigration moderne)

24 sur la musique (instruments de musique de la Réunion, Tanzanie, Zanzibar, et de l'île de Pemba)

1 602 Giga-octets de données créées, équivalant à 42h de rush entre récits de vie, spectacles et pratiques anthropologiques

703 personnes présentes dans les évènements du MuMA

Promotion de l'offre culturelle auprès du public



3 samedis du MuMA hors les murs (Chirongui et Mtsapéré)

5 journées nationales et européennes réalisées en hors les murs

68 (+19%) publications postées sur la page Facebook

72 860 (+11%) personnes touchées par les publications de la page Facebook

1854 personnes au total accueillis dans les activités du Musée de Mayotte

22 partenariats

dont 2 partenariats financiers à raison de 105 K€ provenant de la DAC-Mayotte/ Ministère de la culture et de 8,5 K€ de la CGET

muma
MUSEE DE MAYOTTE

Réalisations 2022

Connaissance et valorisation du patrimoine

- Poursuite des missions de sauvegarde, de veille, de surveillance et d'entretien des réserves (conditionnement et emballage)
- Réalisation des captations vidéo autour des chants et danses (le mawlida shenge, le daira rifaï, le daira shadhuli, le mulidi, le shigoma), de l'apiculture, des instruments de musique et de la poterie
- Inclusion du Mawlida shenge dans l'inventaire national du patrimoine culturel et immatériel de la France
- Reprise du projet Interreg « Boutre, voilier emblématique de l'Océan Indien », après l'arrêt Covid-19

Promotion de l'offre culturelle auprès du public

- Organisation d'évènements nationaux et européens
- Finalisation de la visite virtuelle du musée de Mayotte en français
- Mise en place d'un professeur relais entre le Musée de Mayotte (MuMA) et le Rectorat de Mayotte
- Initiation et expérimentation du musée hors les murs
- Mise à disposition d'un audio guidé sur le quartier historique de Dzaoudzi

Perspectives 2023

Connaissance et valorisation du patrimoine

- Inventaire des collections de l'histoire naturelle
- Acquisition des collections des usines sucrières et début de la réflexion sur un chantier de sablage
- Développement d'un partenariat régional et national sur les recherches, l'expertise technique et la valorisation du boutre, du patrimoine matériel immatériel et naturel

Publications et valorisation des recherches

- Réalisation d'un fascicule de présentation du MuMA
- Edition de textes du debaa, daïra, mulidi et shenge
- Publication d'un guide sur les plantes de la Résidence
- Dépôt de la fiche patrimoine culturel immatériel (PCI) du Debaa en vue de l'inclure au PCI national

Promotion de l'offre culturelle auprès du public

- Développement du musée virtuel (visite en quatre langues + site internet)
- Réalisation d'une journée territoriale sur la célébration de versement du Mawlida shenge au PCI national
- Evènementiels : samedi du MuMA sur l'Indigo, nuit européenne des musées, journée européenne du patrimoine, etc.
- Exposition sur les pratiques soufies et la mise en valeur des donateurs des collections marines et les fonds marins de Mayotte



FONDS EUROPÉENS, PARTENARIAT ET REPRÉSENTATION EXTÉRIEURE

2 282 780 €

Fonds européens et FEDER-CTE

Partenariat, coopération régionale

Délégation de Mayotte à Paris et à la Réunion

La volonté du département à assumer toutes les compétences d'un département/région se manifeste par les coopérations régionales et décentralisées avec les délégations des pays de l'Afrique de l'Est et les îles de l'océan indien.
En effet, cette coopération s'articule avec la mise en œuvre du programme opérationnel INTERREG canal de Mozambique (recherche, innovation, risques naturels, questions sanitaires) et également de reconnaissance pleine et entière dans sa région avec l'intégration de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Elle se traduit également par la tenue de la 17ème conférence des présidents des régions ultrapériphériques (RUP) de l'union européenne, à Mayotte, le 15 novembre 2022.
Le conseil départemental de Mayotte participe au fonctionnement du groupement d'intérêt public GIP « l'Europe à Mayotte », érigé en organisme intermédiaire de l'union européenne qui agit sous la responsabilité de l'autorité de gestion.
Une direction des affaires européennes est créée au sein de la collectivité pour non seulement gérer les crédits européens FEDER-CTE dans le cadre du programme opérationnel 2021-2027, mais également assumer pleinement le moment venu l'autorité de gestion des fonds européens structurels d'investissement.

Au niveau local, le département s'inscrit dans une dynamique de développement du partenariat avec les autres collectivités locales (communes et intercommunalités), sur tous les sujets dont les compétences sont partagées (mobilité, tourisme, économie, solidarité,...).

138 865 €

Chiffres-clés

Programmation de projets FEDER, FSE, FEADER, FEAMP

3 CRUP (comité régional unique de programmation)

1 comité de pilotage du programme Interreg V Océan indien

3 comités de suivi du programme FEDER-FSE

1 comité de suivi du programme Mayotte-Madagascar

Financement européen

Subventions perçues dans le cadre de :

la construction des PMI : **1,4 M€**

opérations de déploiement de la fibre optique : **870 K€**

3 projets numériques retenus dans le cadre du fonds REACT-EU : **666 K€**

Fonds européens 2021-2027 : 525,3 M€, dont :

- FEDER : 350 M€
- FSE+ : 137 M€
- FEADER : 40 M€
- FEDER-CTE interreg : 10,28 M€
- REACT EU : 134 M€

Etat d'avancement des projets portés par la collectivité

- **Fonds social européen (FSE)**

11 projets pour un coût prévisionnel de **84 M€** dont :

72 M€ de subvention européenne

- **Fonds européen de développement régional (FEDER)**

22 projets pour un coût prévisionnel de **29,5 M€** dont :

10 programmés (**17,8 M€**, soit 60%)

12 déposés (**11,7M€**, soit 40%)

- **Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)**

15 projets déposés dont :

13 programmés en CRUP

Europe, gestion du fonds FEDER-CTE

Réalisations 2022

Gestion et mise en œuvre de projets européens

- Désignation du conseil départemental comme autorité de gestion et autorité nationale du programme opérationnel (PO) FEDER-CTE Interreg 2021-2027 Canal du Mozambique
- Dépôt du PO FEDER-CTE Interreg 2021-2027 Canal du Mozambique auprès de la Commission européenne
- Obtention d'un avis favorable pour des projets départementaux dans le cadre de l'appel à projets numériques du fonds de soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU) :
  - création d'une salle de formation numérique connectée au CNAM
  - mise en place de dispositifs pour améliorer les conditions de transit des étudiants dans les transports scolaires (création d'une application mobile et de bornes Wi-Fi)
  - aménagement d'un centre de numérisation et de valorisation du patrimoine archivistique mahorais

Echange entre les régions ultra périphériques (RUP) de l'Europe

- Participation aux réunions du comité de suivi de la Conférence des présidents des régions ultrapériphériques (CPRUP) sous la présidence de la Martinique
- Organisation de réunions statutaires, par visioconférence, de l'association des régions ultrapériphériques françaises (ARUP) présidées par Mayotte
- Participation d'une délégation de Mayotte aux assemblées générales de la Conférence des régions périphériques et maritimes à Gotland (Suède) et en Crète (Grèce)
- Rencontres bilatérales entre le Président du Département et Elisa Ferreira (Commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes) pour aborder notamment la gestion des flux migratoires, le problème de l'eau et la sous-consommation des fonds européens à Mayotte

Perspectives 2023

- Validation administrative du PO FEDER CTE Interreg VI Canal du Mozambique 2021-2027 par la Commission européenne
- Lancement du PO FEDER CTE Interreg VI Canal du Mozambique 2021-2027 avec les appels à projets et la mise en place du comité de suivi
- Mise en œuvre du comité conjoint des PO Interreg VI 2021-2027 Océan indien et Canal du Mozambique
- Formation coaching sur la gestion de projets et des fonds européens

l'Europe s'engage à Mayotte avec le FSE

l'Europe s'engage à Mayotte avec le FEDER

UNION EUROPÉENNE

Partenariat, coopération régionale

1 836 309 €

Chiffres-clés

Coopération régionale

Subventions versées : **1,8 M €**

4 partenaires économiques identifiés à Kenya, Maurice, Tanzanie, aux Comores

10 conventions-cadres avec les régions de Madagascar

dont :

3 renouvelées

Réalisations 2022

Partenariat avec les localités extérieures

- Signature des accords de partenariat de Madagascar, du Mozambique et des Comores au programme opérationnel (PO) du Fonds européen de développement régionale (FEDER), dédié à la coopération territoriale européenne (CTE), Interreg VI Canal du Mozambique 2021-2027
- Réception d'une délégation d'acteurs économiques de la Tanzanie à Mayotte afin de poser les bases d'une coopération conformément au cadre stratégique de coopération du Département
- Réalisation d'une mission de prospection à Zanzibar (Tanzanie)
- Renouvellement de conventions-cadres de coopération décentralisée avec Madagascar et signature d'autres conventions-cadres avec sept autres régions malgache
- Création de la plateforme de coopération régionale « France Océan Indien », afin de regrouper l'Etat français et ses collectivités de la zone (Mayotte, la Réunion, les Terres australes et antarctiques françaises)

Participation aux évènements régionaux

- Participation aux différents travaux de l'organisation internationale « Cités Unies France » en tant que membre adhérent (assemblée générale et groupes de travail)

Soutien aux porteurs de projets externes

- Participation au renforcement des politiques publiques françaises dans la zone Océan Indien et l'Afrique de l'Est, en partenariat avec l'antenne de l'association France Volontaires à la Réunion, avec les mahorais en volontariat de solidarité internationale (VSI) :

	PAYS / PARTENAIRES demandeurs	PARTENAIRES mahorais	Nouvelle mission / Reconduction Mission / Prolongation VSI
	COMORES		
1	ONG Toimaya Ya Maoudou	**Département de Mayotte**	**Nouvelle mission**
	KENYA		
1	Alliance Française de Mombasa	**Département Mayotte + acteurs culturels**	**Reconduction mission - Prolongation contrat VSI en poste prévue**
	MAURICE		
1	Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (Cap Business)	**Département de Mayotte + CCIR de Mayotte**	**Reconduction mission**
	TANZANIE		
1	Alliance Française de Dar Es Salaam (volet culturel)	**Département de Mayotte + acteurs culturels**	**Reconduction mission**
4	**Total VSI**		

Perspectives 2023

Partenariat avec les localités extérieures

- Relance des discussions avec les Seychelles et la Tanzanie afin de les convaincre de signer les accords de partenariat au PO Interreg VI Canal du Mozambique 2021-2027 du FEDER CTE
- Obtention d'un cinquième poste de mahorais en VSI au sein de la Commission de l'Océan Indien (COI) à Maurice



306 606 €

Chiffres-clés

Délégation de Mayotte à Paris

Attractivité du territoire

- 4 actions réalisées
- 4 participations à des salons
- 6 000 vues sur les réseaux sociaux pour les actions menées
- 10 porteurs de projet accompagnés

Art, culture, sport et promotion

- 7 nouveaux supports de présentation acquis
- 36 articles publiés dans les journaux mahorais sur les actions de la DMP
- 6 webinaires #OuiMayotte avec le prestataire Emagineurs
- 2 Webinaires MayotteJobs pour le service FID
- 9 communiqués de presse
- 132 K€ dédiés au site internet

Formation, insertion et documentation

- 148 accompagnements d'élèves
- 15 participants à un atelier
- 2 webinaires #Oui Mayotte
- 2 webinaires Mayotte Jobs

Représentation institutionnelle

- 44 partenariats institutionnels
- 41 partenaires rencontrés
- 21 participations à différents évènements (salons, webinaires, conférences)
- 7 immersions réalisées par le CD 976

Délégation de Mayotte à la Réunion

Actions et événements réalisés

Dépenses : **233 K€**
5 actions (dynamiques partenariales, fresque murale, concours d'éloquence OI, journée des diplômés et des talents, RDV MahoRéunionnais)

Formation et insertion

- **225** jeunes accompagnés dont :

27 dossiers de contrat professionnel
57 dossiers d'aides (alimentaire, fonds social étudiant)
69 régularisation de bourses
30 dossiers de demande de logement
7 dossiers d'insertion professionnelle

63 entreprises partenaires
144 participants à la 2ème édition de la Journée des diplômés

Délégation de Mayotte à Paris et à la Réunion

Réalisations 2022

Attractivité du territoire

- Mise en contact et accompagnement de porteurs de projet souhaitant entreprendre à Mayotte, à la Réunion, à Maurice ou dans l'hexagone
- Réalisation de web séries sur l'entreprenariat et la réussite dans l'économie sociale et solidaire avec l'intervention de porteurs de projets mahorais
- Réalisation d'une cartographie de partenaires éssentiels à la réalisation des projets

Promotion, culture de Mayotte

- Réalisation de webinaires tels que #OuiMayotte
- Participation au festival MaMa à Paris
- Mise en relation du centre national de la musique (CNM) avec le département lors de la visite à Mayotte
- Participation aux assises économiques des Outremers organisées par Ouest-France en décembre 2022
- Participation au club culture outremer - partage et veille de la visibilité des artistes ultramarins, animée par FranceTV
- Accueil à Paris des lauréats et promotion du concours voix des Outremer
- Lancement de la chaine Youtube de la délégation et mise en oeuvre du site internet de la délégation de Mayotte à Paris

Proximité, solidarité et service aux droits

- Lutte contre l'isolement et la solitude des étudiants, la méconnaissance des dispositifs d'aides, le besoin alimentaire, le paiement de loyers, etc.
- Implication dans les actions de valorisation de Mayotte, notamment en lien avec la feuille de route du CORAH (comité opérationnel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme et la haine)

Formation, insertion des mahorais et documentation

- Accompagnement des étudiants dans le cadre de leurs démarches administratives (établissement scolaire, logement, orientation, stage, bourses, accès aux droits,...)
- Mise en place de webinaire « Mayotte Jobs » afin de séduire les étudiants en fin de cursus, installés en France hexagonale et à l'international
- Collaboration avec les structures de recrutement (CRIJ, Mission locale, agence de recrutement Maestria)
- Développement du réseau de professionnels pour faciliter les démarches des acteurs économiques à Mayotte et dans la région océan Indien

Perspectives 2023

- Amélioration du circuit de paiement des factures par l'application Hélios pour une autonomie des flux vers la paierie départementale
- Renforcement du dispositif de partenariat avec les organismes de formation, les structures d'information, d'accompagnement, d'insertion et les entreprises
- Co-organisation et participation au salon de l'étudiant à Mayotte et salon de l'emploi à La Réunion
- Faciliter l'installation des potentiels investisseurs et valoriser le retour des mahorais par la création d'entreprise à Mayotte



Un territoire attractif et solidaire par nature



RAPPORT FINANCIER

2 282 780 €

Points marquants du compte administratif

Évolution des recettes et dépenses

Zoom sur les dépenses relatives aux compétences régionales

Evolution du résultat du service des transports maritimes

Budget annexe « santé et protection enfance »

Ratios financiers

Une situation financière tendue réduisant la capacité de financement

Le taux d'épargne brute du conseil départemental diminue de manière conséquente pour s'établir à 9% en 2022.

La progression des dépenses de fonctionnement du budget principal en 2022, soit de 16% par rapport à 2021, s'explique par l'accroissement de l'allocation personnalisée d'autonomie (49%).des interventions et subventions (22%), des achats et des charges externes (13%) et de la masse salariale (7%).

Les recettes de fonctionnement ont légèrement augmenté de 2% pour s'afficher à 343 M€.
Les dépenses d'investissement dépassent 113 M€ en 2022, tandis que les recettes de la même section stagnent.

Les dépenses consacrées aux compétences régionales du conseil départemental de Mayotte sont évaluées à 228,53 M€ en 2022.

Ce montant englobe la masse salariale, les dépenses d'intervention, ainsi que les investissements. Cette somme n'intègre pas les charges relatives à la gestion des fonds européens et aux lycées non encore transférés, ainsi que les charges diverses à caractère général telles que les locations immobilières, etc.

Le résultat excédentaire au titre de 2022 du service des transports maritimes résulte d'une augmentation de la contribution à hauteur de 500 K€ pour atteindre 12,5 M€.

Quant au budget annexe « santé et protection enfance », le résultat de l'exercice est déficitaire de 42 M€, provenant de l'augmentation des charges du personnel et des charges générales.

Les ratios financiers par habitant des produits, des dépenses et de la dette, indiquent les importantes intervalles entre Mayotte et les autres départements d'Outre-mer.

Points marquants du compte administratif

Chiffres-clés

Résultat de clôture : **46 M€**

dont :

19 M€ relevant du budget principal (dont **16 M€** en fonctionnement)

26 M€ provenant du budget Santé

Protection de l'Enfance

Recettes totales : **411 M€**

Dépenses totales : **425 M€**

Mandats émis : **14 745**

Titres émis : **2 186**

Taux d'épargne brute : **9%**

Encours de la dette : **60 M€**

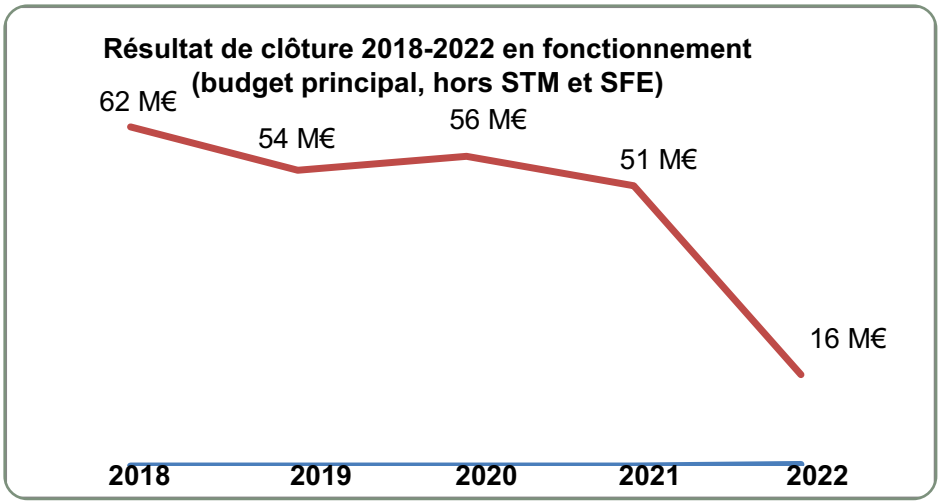
Exécution en recettes d'investissement : **48%** (39% en 2021)

Exécution en dépenses d'investissement : **80%** (53% en 2021)

Un excédent financier en baisse

Le résultat de clôture au 31 décembre 2022 du budget principal est de 16,5 M€ en fonctionnement et de 2,7 M€ en investissement, soit un résultat global de 19 M€.

Ce résultat de clôture régresse toutefois fortement en section de fonctionnement, comme le montre le graphique ci-dessous.



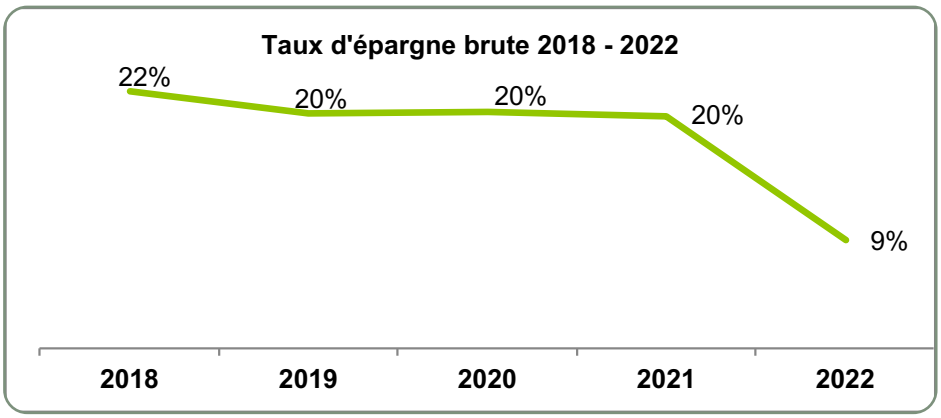
Une épargne en repli

L'épargne brute s'élève à 31 M€ en 2022, contre 68 M€ en 2021.
Le taux d'épargne brute (part de la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement) s'est réduit, passant de 20% en 2021 à 9% en 2022. Il se situe ainsi au seuil d'alerte.

Bien que les recettes de fonctionnement enregistrent une hausse de près de 7 M€ en 2022, les dépenses augmentent de 44 M€, et résultent principalement des charges contraintes telles que :

- le transport scolaire (+12,6 M€ pour s'établir à 42,4 M€)
- l'allocation personnalisée d'autonomie (+6,8 M€ pour atteindre 20,7 M€ en 2022)
- les bourses aux étudiants hors Mayotte et en formation sanitaire-sociale, ainsi que diverses dépenses d'intervention et de contribution obligatoire (+15,5 M€ pour s'afficher à 84,5 M€ en 2022)
- la revalorisation de 3,5 points du point d'indice, le renfort par des ressources humaines qualifiées suite aux départs et les emplois aidés impactant la masse salariale (+ 8,2 M€ pour s'établir à 121, 2 M€ en 2022)

Parallèlement, d'autres facteurs essentiels expliquent cette épargne en berne, comme le recensement insuffisant de la population du territoire de Mayotte, les compétences exercées sous-dotées et non compensées générant des manques à gagner conséquents en recettes.

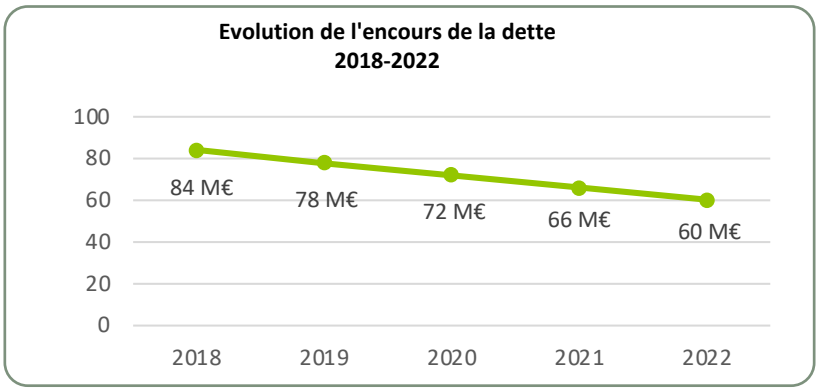






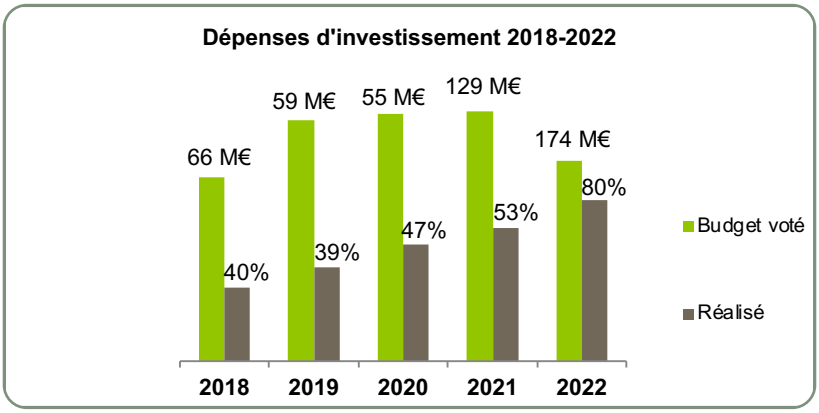
Une diminution continuelle de l'endettement

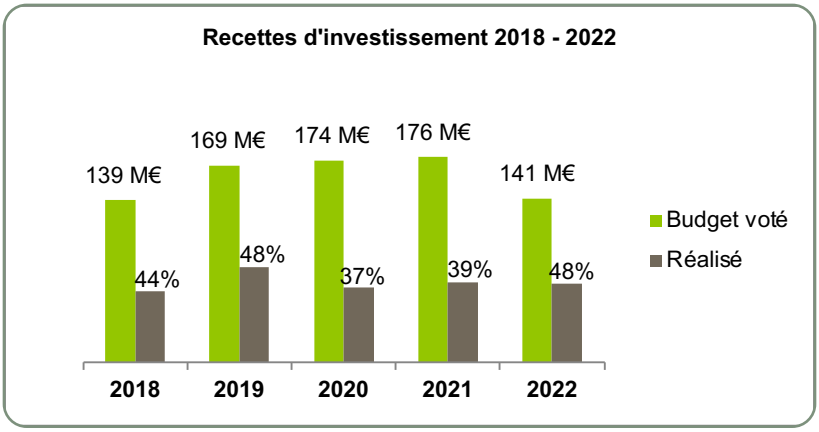
L'encours de la dette continue à décroître pour atteindre 60 M€ au 31 décembre 2022, contre 66 M€ en 2021, soit une baisse de 9%.



Les taux d'exécution en investissement

Le taux d'exécution des dépenses réelles en investissement a augmenté de 27 points par rapport à 2021 cela se traduit par l'acquisition de logiciels, de licences, de véhicules et équipements, ainsi que les achats relatifs aux opérations de construction. Le taux d'exécution des recettes réelles d'investissement a quant à lui augmenté de 9 points, il s'agit des subventions d'investissement reçues de l'Etat. Les recettes réelles d'investissement sont stables à 68 M€.







Chiffres-clés

Recettes réelles de fonctionnement : **343 M€**
(+2% par rapport à 2021)

Dépenses réelles de fonctionnement : **312 M€**
(+16% par rapport à 2021)

Charges du personnel : **121 M€**

Intervention et subvention : **84 M€**
(+22% par rapport à 2021)

Charges générales : **75 M€**
(+13% par rapport à 2021)

Charges exceptionnelles : **2 M€**
(-11% par rapport à 2021)

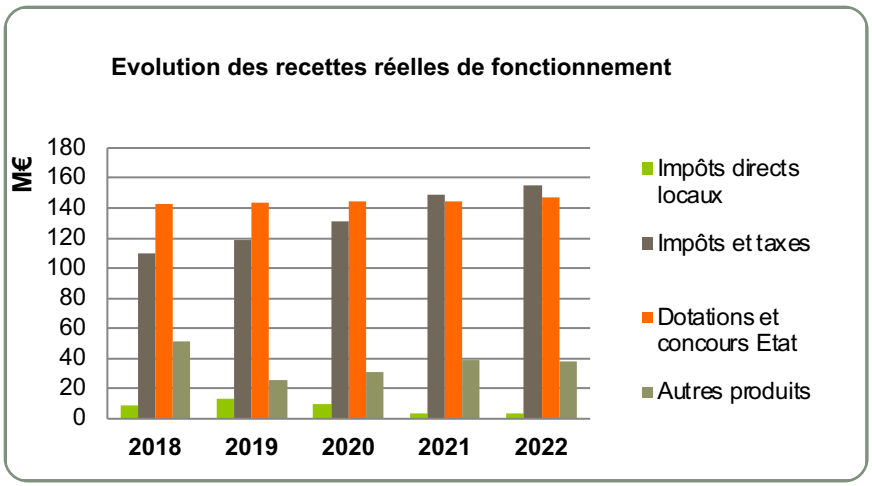
Recettes réelles d'investissement : **68 M€**
(-1% par rapport à 2021)

Dépenses réelles d'investissement : **114 M€**
(+21% par rapport à 2021)



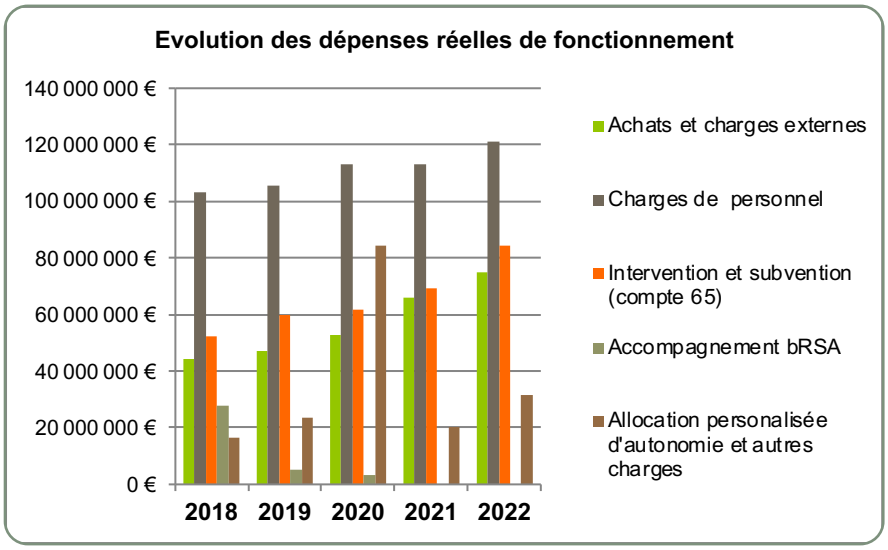
Recettes en 2022

Les recettes réelles de fonctionnement s'accroissent pour s'établir à 343 M€ en 2022. Cette hausse provient essentiellement des produits liés aux droits de mutation à titre onéreux_DMTO_ (+3,7 M€) et à l'octroi de mer (+4,7 M€).



Dépenses en 2022

Les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal s'affichent à 312 M€.
La part des charges relatives au transport scolaire, à l'allocation personnalisée d'autonomie, de la masse salariale, aux aides octroyées aux partenaires représente plus de trois quart (soit 86%) des dépenes totales de fonctionnement.



Chiffres-clés

Part des dépenses 2022 :

aménagement du territoire : **15%** (-12% par rapport à 2021)

transport et liaison maritime : **33%** (+6% par rapport à 2021)

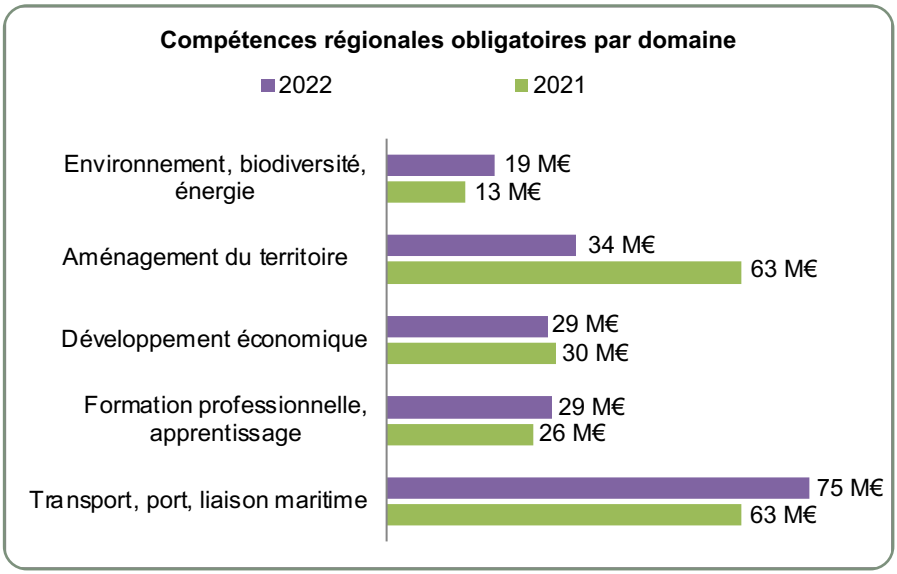
développement économique : **12%** (+1% par rapport à 2021)



Dépenses 2022 relatives aux compétences régionales

Les dépenses en matière de compétences régionales exercées par le Conseil départemental de Mayotte s'élèvent à hauteur de 228 M€ en 2022, soit une baisse de 2% par rapport à 2021.

La répartition des dépenses par domaine de compétences régionales est indiquée dans le graphique ci-dessous.



Il est également estimé les dépenses rattachées en 2022 comme suit :

- 15,38 M€ relatifs aux compétences partagées Région/Département
- 4,36 M€ relatifs à la rémunération des agents mis à disposition auprès du service transport scolaire et des lycées
- 837 K€ relatifs aux indemnités des élus « régionaux »
- 1,5 M€ pour les indemnités des membres et le fonctionnement des conseils consultatifs (CESEM et CCEEM)
- 21,41 M€ relatifs aux services mobilisés en termes de support, de stratégie et de représentation dans le cadre de la réalisation des missions régionales



Evolution du résultat du service des transports maritimes

Au titre de l'année 2022, le résultat du service des transports maritimes (STM) est en équilibre. La section de fonctionnement reste positif avec 590 K€. Cependant, le résultat en investissement est déficitaire (-894 K€), s'expliquant par l'acquisistion de nouveaux navires amphidromes.
La contribution du conseil départemental représentant 12,5 M€ en 2022, permet l'équilibre du budget et le maintien du service du STM.

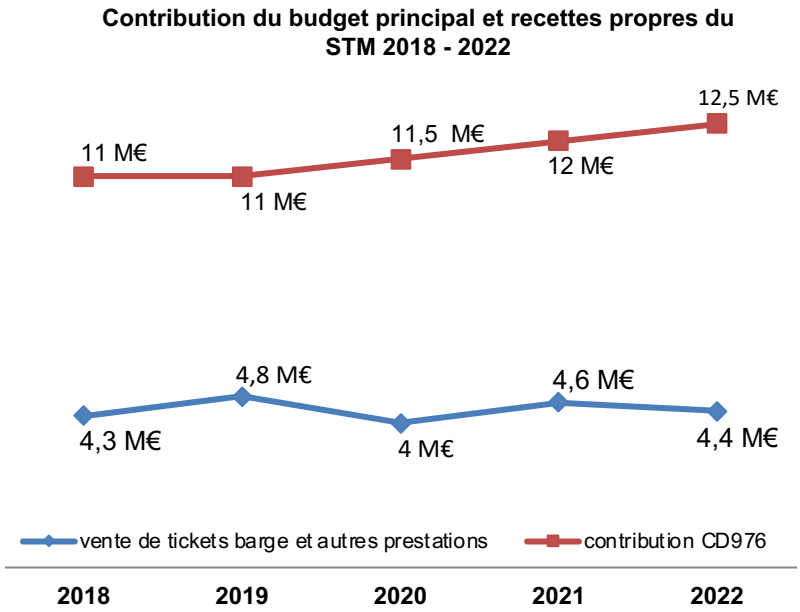


Chiffres-clés

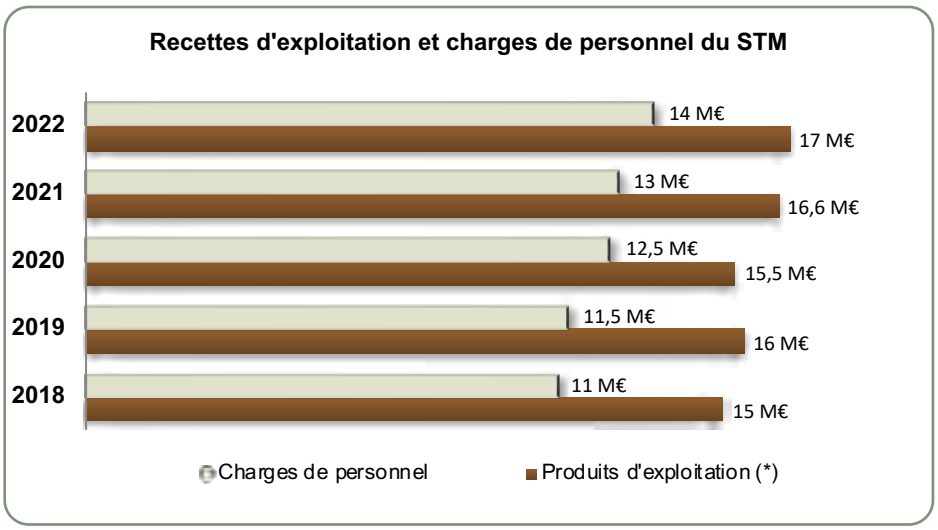
Dépenses réelles de fonctionnement : **17 M€**, dont :

Charges du personnel : **13,6 M€**
Charges générales : **3,4 M€**
Vente de tickets de barge et des prestations : **4,4 M€**
dont **4,3 M€** pour les tickets de barge
Résultat de clôture : **0,2 M€**





La masse salariale du STM s'accroit de 20% par rapport à 2019 pour atteindre 13 630 524 € en 2022. Celle-ci reste très importante proportionnellement aux recettes relatives aux ventes de tickets de barge et des prestations (4,3 M€ en 2022).





Chiffres-clés

Recettes réelles de fonctionnement : **24 M€**
Dépenses réelles de fonctionnement : **65 M€**
Charges du personnel : **40 M€**
Charges d'intervention : **17,5 M€**
Charges générales : **6,9 M€**
Recettes réelles d'investissement : **3 M€**
Dépenses réelles d'investissement : **4 M€**
Résultat de clôture : **26 M€**
Excédent 2021 reporté : **60 M€** en section de fonctionnement

Protection de l'enfance (ou ASE)

Recettes réelles de fonctionnement : **10 M€**
Dépenses réelles de fonctionnement : **56 M€**

Protection maternelle et infantile (PMI)

Recettes réelles de fonctionnement : **15 M€**
Dépenses réelles de fonctionnement : **10 M€**

Compensation 2009-2017 de l'Etat

Aide sociale à l'enfance : **61,1 M€**, versés intégralement en 2017
Protection maternelle et infantile : **105,7 M€** versés finalement en 2019

Dotation annuelle de l'Etat

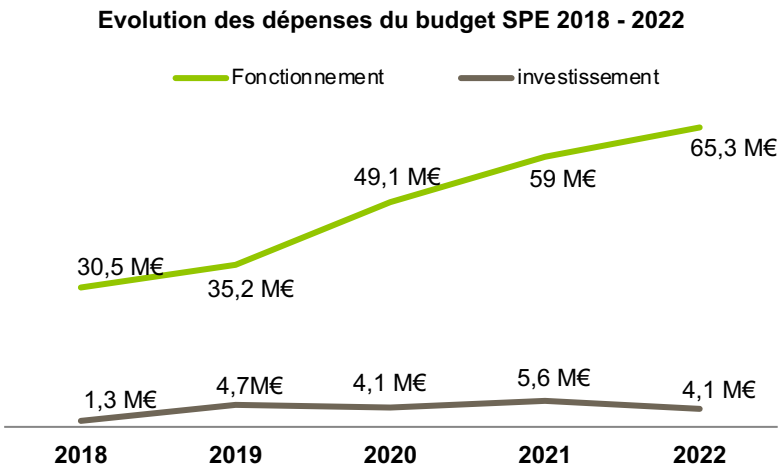
Aide sociale à l'enfance : **9,6 M€**
Protection maternelle et infantile : **14,5 M€**

Budget annexe « santé et protection enfance »

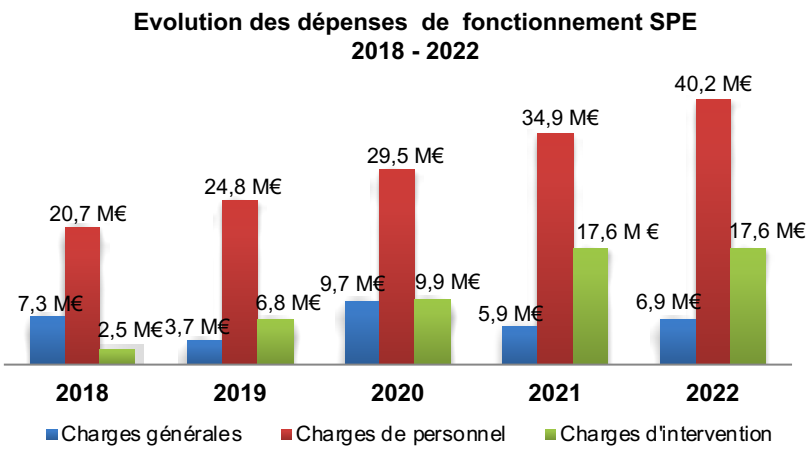
L'exercice 2022 (hors report n-1) du budget annexe « Santé et Protection de l'Enfance » est déficitaire de 42 millions d'euros, dont 41 millions d'euros en section de fonctionnement. Ce déficit découle particulièrement de la protection de l'enfance (ou aide sociale à l'enfance), dont les charges de personnel 2022 s'élèvent à 40 M€, une hausse de 50 % par rapport à l'année 2018.

En fonctionnement, les dépenses réelles dépassent 65 millions d'euros en 2022 contre 49 millions d'euros en 2020 soit une augmentation de 27%. Elles représentent donc 94% des dépenses totales qui représentent 69 M€.

L'évolution 2018-2022 des dépenses de fonctionnement est illustrée ci-dessous.



82% des dépenses de fonctionnement en 2022 concernent les charges de personnel.
Les charges de personnel et d'intervention connaissent une évolution croissante depuis 2018.





Ratios financiers 2022

Population : 256 518 habitants (recensement 2017 de l'INSEE Mayotte)

Conformément aux articles 16 de la loi du 6 février 1992 et le décret n° 93-570 du 27 mars 1993 et L.2313-1 du code général des collectivités territoriales, la série de ratios financiers du conseil départemental de Mayotte est reproduite ci-dessous à partir du compte administratif 2022, en comparaison avec l'exercice 2021 et des autres départements d'Outre-mer.

	Mayotte		Guyane (2021)	Moyenne DOM** (2021)
	CA 2021*	CA 2022*		
Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 045 €	1 216 €	1 558 €	1 775 €
Produit des impôts directs / population	8 €	10 €	53 €	73 €
Recettes réelles de fonctionnement / population	1 312 €	1 339 €	1 793 €	1 935 €
Dépenses d'équipement brut/population	184 €	303 €	328 €	261 €
Encours de la dette / population	258 €	234 €	506 €	873 €
Dotation globale de fonctionnement / population	125 €	128 €	190 €	287 €
Charges de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	42%	39%	42%	30%
(Dépenses réelles de fonctionnement +remboursement de la dette) / recettes réelles fonctionnement	82%	93%	89%	94%
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26%	31%	18%	13%
Encours de la dette totale / recettes réelles de fonctionnement	20%	17%	28%	40%

** comptes administratif et de gestion du budget principal*

*** moyenne pondérée des DOM, hors Mayotte*

Sources : *CD976, DGCL*

RAPPORT D'ACTIVITÉ & FINANCIER 2022

Edition
Conseil départemental de Mayotte
Directeur de la publication
Ben Issa OUSSENI
Coordination
Direction générale des services
Conception et réalisation
Direction de la qualité de gestion
crédits photos
Direction de la communication
Labanquedimagesdemayotte.com

Design graphique et mise en page
Direction de la communication
Impression
Imprimah

Août 2023

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

www.mayotte.fr

Conseil départemental de Mayotte

Hôtel du Département
B.P 101 97645 Mamoudzou Cedex
Tél : 0269 66 10 20